





# L'AFFAIRE LOCKHEED

LA MISE EN CAUSE DU PRINCE BERNHARD DES PAYS-BAS

## PORTRAIT

### Prince et commis-voyageur

Rien, apparemment, ne prédisait Bernhard, prince protestant du petit comté allemand de Lippe-Biesterfeld, qui se trouve actuellement en Allemagne de l'Est, à assumer une telle fonction et à se trouver au premier plan de l'actualité.

Il est né en 1911, dans une famille pauvre et modeste. Comme tant d'autres « princes », qui n'ont plus guère que le titre et un château à la campagne, il a une éducation sans grand relief. Il a entrepris des études supérieures, mais il ne les a pas terminées. Il est inscrit à la Reiter-S.S., mais, comme il le dira plus tard à son biographe Alden-Hatch, c'était seulement « pour le plaisir de pouvoir piloter des motos ».

En 1936, il est employé par la firme allemande I.G. Farben, qui l'envoie à Paris. C'est à cette date qu'on apprendra qu'il doit épouser la princesse Juliana. Officiellement, la romance a commencé dans une station de sports d'hiver, et le mariage a lieu en 1937. Très vite, le prince Bernhard conquiert la sympathie des Néerlandais, qui oublient, semble-t-il, son origine allemande. Il est certain, en tout cas, que son comportement pendant la deuxième guerre mondiale satisfait les Néerlandais : le prince assume des fonctions militaires importantes aux côtés des Alliés.

Avant le conflit mondial, la reine Wilhelmina l'avait nommé officier de l'armée néerlandaise. Pendant la guerre, sa famille se réfugie au Canada, et il est alors, pour tous, l'un des symboles de la résistance aux nazis. A Londres, il est aux côtés de sa belle-mère. En 1944, il est nommé chef de l'armée, et, un an plus tard, il assiste à la capitulation des forces armées allemandes aux Pays-Bas.

Puis viennent les échecs. Le gouvernement de la Haye refuse de le confirmer dans ses fonctions de commandant en chef des forces armées. Il est certain qu'il en a gardé une amertume. Il ne comprend pas, semble-t-il, les problèmes constitutionnels que pourrait poser son maintien à ce poste, alors que les Pays-Bas sont engagés dans une décolonisation difficile en Indonésie. Il obtient pourtant la charge d'inspecteur général des forces armées, un poste sans réelle importance, mais qui lui permet de participer aux décisions de l'armée, en particulier de l'armée de l'air. Ce poste et son goût marqué pour l'aviation sont sans doute au cœur de sa crise actuelle.

Ayant perdu son influence

réelle, le prince se lance dans les affaires et devient un peu l'ambassadeur d'Ulrich de l'industrie néerlandaise. Il voyage beaucoup. Il est bien vu dans les milieux d'affaires, et ces derniers lui donnent, peut-être, trop de témoignages de leur satisfaction. Comme le révèle aujourd'hui le rapport de la commission d'enquête, il se croit intouchable. Ses déplacements à l'étranger, ses contacts, sont de notoriété publique. En 1951, le gouvernement socialiste de M. Drees l'a même autorisé à offrir des pots-de-vin au président argentin Juan Peron. On doit à la vérité de dire que le prince n'y voit aucun inconvénient. En 1959, il reçoit des bijoux, et des fonds sont déposés, au nom du président argentin, dans une banque. Le prince Bernhard bataille, d'autre part, pour que les avions de la compagnie K.L.M. obtiennent le droit de se poser aux Etats-Unis. Il prend des contacts avec la firme Lockheed et noue des liens solides avec M. Bob Gross, le président de la firme.

En 1949, il fonde la conférence de Bilderberg sur les conseils du gouvernement américain et de son ami, le général Eisenhower. Pendant la guerre, et à l'époque, directeur adjoint de la C.I.A. Chaque année, cette conférence réunit des politiciens et des hommes d'affaires importants, préoccupés par la lutte contre le communisme. Il semble que le prince n'ait pas toujours été très bien conseillé par les milieux qu'il fréquentait et l'on savait, par exemple, qu'il entretenait des relations d'affaires avec le financier Vasco qui est actuellement recherché pour fraude fiscale aux Etats-Unis. Mais personne, semble-t-il, ne le met en garde.

Le prince a une double vie. Il est le mari apparemment sans reproche d'une reine qui suit sérieusement les affaires de l'Etat. Mais il est aussi l'un des habitués d'une « jet-set » douteuse. En 1956, une crise éclate à la cour, lorsque le prince Bernhard fait partir du palais une voyante, Mme Greet Hofmans, qui avait des relations avec le roi sur la maladie de la princesse Christina. En 1971, le prince sort une fois de plus de son rôle constitutionnel lorsqu'il déclare publiquement qu'un gouvernement fort, avec moins de contrôle parlementaire, serait préférable aux Pays-Bas. Il redonne aujourd'hui un citoyen sans responsabilités officielles, mais cette dernière crise n'aurait pas éclaté si les précédents gouvernements avaient mieux exercé leurs responsabilités. — M. V. T.

(Suite de la première page.)

En 1968, 100 000 dollars ont été payés à un mystérieux M. Victor Bearn, en fait le prince lui-même. Coïncidence curieuse quand on sait que le palais de la famille royale se trouve dans la municipalité de Bearn.

La même année, Lockheed a offert 500 000 dollars au prince afin que les Pays-Bas achètent l'appareil aéro-naval Orion III au lieu de l'avion français Breguet Atlantique. Il ne les a pas acceptés, mais ce geste n'a pas nu aux bonnes relations qu'il entretenait avec la firme américaine. En 1974, le prince a demandé une commission de 3 à 4 millions de dollars pour une nouvelle commande éventuelle de ce même avion Orion III.

M. Smith, vice-président de Lockheed, a d'abord repoussé cette demande. Mais après une lettre du prince à M. Martin, conseiller de Lockheed à Genève (dans laquelle le prince rappelle « son aide » dans les années 1950 et 1960), M. Kotchian, à l'époque président-directeur général de Lockheed, a accepté la commande. Le prince est d'accord, et le 2 décembre 1974, il donne à M. Smith une carte de visite de M. Victor Bearn, directeur adjoint de la Société de banque suisse à Genève. Sur cette carte, un numéro de compte est indiqué : 38 745 BV à la commission d'enquête, le prince a dit que cette somme devait aller au World Wildlife Fund, organisation pour la sauvegarde de la faune dont le prince est président. A Lockheed, toutefois, il n'a jamais mentionné ce détail.

Tout le rapport de la commission d'enquête, qui contient beaucoup d'autres détails choquants, a été rendu public, et on estime qu'en prenant cette décision le gouvernement de centre gauche de M. Den Uyl s'est montré à la hauteur de sa tâche dans cette affaire. Pour lui, il s'agissait de deux choses : d'une part, il fallait que toute la lumière soit faite sur les faits et gestes du prince Bernhard. D'autre part, il fallait éviter à tout prix que la reine abdiquât à la suite de ces révélations et que les Pays-Bas ne connaissent une crise monarchique. Apparemment, il a réussi cet exploit. Toute la lumière est faite maintenant sur l'affaire, et l'influence du prince Bernhard est terminée à jamais.

Den Uyl a rendu publique une lettre personnelle du prince Bernhard qui dit : « Le rapport de la commission des Trois m'a convaincu que les relations amicales que j'entretenais avec les hautes fonctionnaires de Lockheed se sont développées dans une mauvaise direction. En particulier, je n'ai pas pris les précautions qui s'imposaient du fait de ma position officielle d'époux de la reine et prince des Pays-Bas. Je le reconnais. (...) J'ai écrit des lettres que je n'aurais pas dû envoyer. Signé : Bernhard ».

Cette lettre a une grande signification politique pour l'équipe de M. Den Uyl : l'argument des orangistes (monarchistes) selon lequel le prince ne pouvait pas se démettre « contre ses colonnes » est désormais caduc. Reste la position de la reine, politiquement et constitutionnellement plus com-

pliquée. Et le problème de poursuites judiciaires éventuelles.

Dans sa déclaration gouvernementale, M. Den Uyl a repoussé l'idée de poursuites judiciaires contre le prince. D'abord parce que beaucoup des faits ne pourront être prouvés devant un tribunal, ou bien seront prescrits. Mais il y a une autre raison beaucoup plus importante. M. Den Uyl a déclaré : « Le gouvernement ne veut pas prendre la responsabilité des conséquences éventuelles de poursuites judiciaires ». Par là, le premier ministre veut dire : la reine peut abdiquer si le gouvernement pousse à une enquête judiciaire.

Une telle enquête pourrait coûter au pays en deux cas. En effet, on verrait mal comment le prince, époux de la reine, pourrait être poursuivi par la justice, alors que la justice se fait aux Pays-Bas, au nom de la reine. Mais la reine a pris la courtoiseuse décision d'accepter la publication complète du rapport, ce qui constitue déjà une peine très dure à l'égard de Bernhard, dont la réputation est maintenant au plus bas dans son pays. En agissant ainsi, elle a oublié ses considérations personnelles, et elle a évité une crise de la monarchie. Mais on ne connaît pas les arguments que M. Den Uyl a pu utiliser dans ses pourparlers, couverts par le « secret de l'Etat », pour empêcher la reine à ce point de vue. A d'autres occasions (par exemple, le mariage de la princesse Irène avec le prétendant catholique Charles-Edmond de Bourbon-Parme, en 1964), la reine avait déjà menacé d'abdiquer. Dans la mesure où elle devait ignorer un certain nombre de faits et gestes de son mari, la publication de ce rapport doit être pour elle un coup très dur. Son caractère très calviniste l'a sans doute empêché longtemps de croire à toutes les « bavures » du prince. Et, si elle ne démissionne pas maintenant, elle pourrait bien le faire dans un avenir pas trop éloigné lorsque les esprits se seront calmés.

La monarchie est sauvée pour le moment, mais elle a certainement reçu un coup très dur. Grâce à la clarté du rapport et à la persévérance de M. Den Uyl, le parti socialiste ne court plus le risque d'être accusé de lâcheté. L'un des deux camps de l'opposition se sont déclarés très favorables au rapport, et on ne doit pas s'attendre à un débat trop dur pour le gouvernement quand le Parlement se réunira lundi prochain. Les libéraux conservateurs — parti le plus important de l'opposition — ont seulement déclaré vouloir « sauvegarder la monarchie » sans renoncer à la monarchie. Le petit parti pacifiste (socialistes de gauche) insiste pour des poursuites judiciaires.

Un autre problème constitutionnel peut encore être soulevé. Le prince Bernhard a toujours agi comme membre de la famille royale sous la responsabilité du gouvernement. Il est clair que les cabinets précédents ont été trop naïfs ou trop négligents dans le contrôle de l'activité du prince. Un débat sur la manière de contrôler les membres de la famille royale pourrait avoir lieu au Parlement.

MARTIN VAN TRAA.

## STUPEUR

FORT DE SA « DÉNONCIATION DU SCANDALE »

### Le premier ministre japonais négocie un compromis avec ses adversaires

Désavant par les deux tiers des membres de sa majorité, attaqué par les chefs des principales factions du parti libéral démocrate, le premier ministre japonais, M. Miki, semble toutefois marquer des points. Ses adversaires ne parviennent pas à obtenir sa démission. Il semble qu'un compromis pourrait intervenir : M. Miki s'engageant à quitter le pouvoir à une date qui sera déterminée, sans doute avant les élections générales de l'automne.

M. Miki doit ce succès à deux facteurs dont il a su jouer avec habileté. Il bénéficie d'un soutien dans la population, qui approuve son action dans l'affaire Lockheed, et sa popularité a donné un certain poids à la menace qu'il a lancée d'un « appel au peuple » en dissolvant la Diète. Des élections dans ces conditions ne pourraient que déservir les adversaires du premier ministre. D'autre part, ceux-ci ne peuvent aller jusqu'à la rupture. Le P.L.D. (majoritaire à la Chambre basse) se partage en effet les sièges à l'égard de Bernhard, dont la réputation est maintenant au plus bas dans son pays. En agissant ainsi, elle a oublié ses considérations personnelles, et elle a évité une crise de la monarchie. Mais on ne connaît pas les arguments que M. Den Uyl a pu utiliser dans ses pourparlers, couverts par le « secret de l'Etat », pour empêcher la reine à ce point de vue.

A d'autres occasions (par exemple, le mariage de la princesse Irène avec le prétendant catholique Charles-Edmond de Bourbon-Parme, en 1964), la reine avait déjà menacé d'abdiquer. Dans la mesure où elle devait ignorer un certain nombre de faits et gestes de son mari, la publication de ce rapport doit être pour elle un coup très dur. Son caractère très calviniste l'a sans doute empêché longtemps de croire à toutes les « bavures » du prince. Et, si elle ne démissionne pas maintenant, elle pourrait bien le faire dans un avenir pas trop éloigné lorsque les esprits se seront calmés.

La monarchie est sauvée pour le moment, mais elle a certainement reçu un coup très dur. Grâce à la clarté du rapport et à la persévérance de M. Den Uyl, le parti socialiste ne court plus le risque d'être accusé de lâcheté. L'un des deux camps de l'opposition se sont déclarés très favorables au rapport, et on ne doit pas s'attendre à un débat trop dur pour le gouvernement quand le Parlement se réunira lundi prochain. Les libéraux conservateurs — parti le plus important de l'opposition — ont seulement déclaré vouloir « sauvegarder la monarchie » sans renoncer à la monarchie. Le petit parti pacifiste (socialistes de gauche) insiste pour des poursuites judiciaires.

Un autre problème constitutionnel peut encore être soulevé. Le prince Bernhard a toujours agi comme membre de la famille royale sous la responsabilité du gouvernement. Il est clair que les cabinets précédents ont été trop naïfs ou trop négligents dans le contrôle de l'activité du prince. Un débat sur la manière de contrôler les membres de la famille royale pourrait avoir lieu au Parlement.

PHILIPPE PONS.

### UNE QUINZAINE DE PAYS IMPLIQUÉS

L'affaire des pots-de-vin versés par la compagnie de construction aéronautique américaine Lockheed a ébranlé le monde entier, a déclaré le 27 juillet dernier, par la sous-commission sénatoriale américaine d'enquête sur les sociétés multinationales, de documents mettant en cause de nombreux pays européens, ainsi que le Japon. Le 6 février, M. Kotchian, vice-président de la société américaine, déclarait devant le Congrès des Etats-Unis que sa société avait versé environ 10 millions de dollars à des personnalités néerlandaises, japonaises, allemandes et italiennes. En quelques jours, une quinzaine de pays se voyaient impliqués, dont l'Arabie Saoudite, le Canada, la Turquie, la Suède, la Colombie, le Venezuela, la Suisse, l'Espagne, la Nigéria et l'Afrique du Sud, ainsi que plusieurs firmes américaines.

Au Japon, M. Yoshio Kodama, figure de l'extrême droite, est inculpé mais laissé en liberté provisoire en raison de son état de santé. Les dirigeants de la société aéronautique Marubeni et de la compagnie All Nippon Airways ont ensuite été inculpés. M. Tanaka, ancien premier ministre, est arrêté le 27 juillet dernier.

En Italie, trois personnalités politiques sont touchées par le scandale : MM. Mario Tanassi, ancien ministre de la défense ; Mariano Rumor, ancien ministre des affaires étrangères ; et Luigi Gui, ancien ministre de l'Intérieur. Le général Duilio Farnati est arrêté en mars 1976, et M. Camillo Crociani, président de la Finmeccanica, est contraint de démissionner. Mais il semble que le principal responsable italien de l'affaire n'ait pu encore être identifié.

En Allemagne fédérale, le nom de M. Franz-Josef Strauss, ancien ministre de la défense, est prononcé avec insistance. Toutefois, l'enquête n'a pas encore abouti.

Aux Pays-Bas, la « commission des trois sages » était désignée en février dernier.

Aux Etats-Unis, après la démission du président et du vice-président de Lockheed, le président Gerald Ford décide la création d'une commission chargée de mettre fin à la pratique des pots-de-vin. — (A.F.P.)

## OUTRE-MER

### Des tensions sociales apparaissent en Guadeloupe

(Suite de la première page.)

Pour mesurer l'ampleur du préjudice subi, il suffit d'indiquer que, pour 90 %, la production bananière se trouve concentrée dans le périmètre évacué. Or la banane est, après la canne à sucre — peu affectée par l'activité du volcan, la seconde richesse de l'île. Mille deux cents planteurs de l'industrie au petit exploitant — et sept mille ouvriers agricoles ont dû suivre l'exode du 15 août et laisser sur pied des régions qu'il était temps de couper pour fournir à l'exportation les 2 000 tonnes qu'elle absorbe chaque semaine en cette saison... et retourner aux 3 millions de francs de revenu qu'elles procurent à ceux qui travaillent à la production ou au transport.

Certes, il devrait être possible, à compter de ce vendredi 27 août, d'aller aux champs, dans la journée du moins, en gardant l'oreille rivée à la radio, qui préviendra en cas d'alerte et permettra ainsi de retourner à temps en lieu sûr. Tout dépendra donc, une fois encore, des humeurs, fort changeantes, de la Soufrière. Seules, de toute façon, les grandes plantations mécanisées de la plaine pourront vraiment bénéficier de ces « incursions en territoire menacé ». Bon nombre de bananeraies de montagne, trop exposées au danger, resteront délaissées. Mais la situation crève par le bouillonnement du volcan tend à accélérer une évolution déjà amorcée qui favorisera les gros planteurs et renforcera leur détermination à faire de Pointe-à-Pitre — et non plus de Basse-Terre — le port d'évacuation de leur production.

La Soufrière, par ses seules

grondements, parviendrait-elle donc à alimenter une polémique vieille de plusieurs années ? Un conflit aux multiples implications oppose en effet les Basse-Terriens à ceux — grands propriétaires et affruteurs — qui veulent priver le port de la capitale de sa principale activité : l'exportation bananière. La Compagnie générale transatlantique, qui détient le monopole du fret en Guadeloupe, a la ferme intention de rationaliser son trafic, et, pour cela, entend utiliser des bateaux aussi polyvalents que possible. Elle a donc conçu des porte-conteneurs isothermiques qui s'ils étaient mis en service sur la ligne des Isles, apporteraient à l'aller diverses denrées périssables et chargeraient, en retour, les bananes antillaises.

Mais ces navires exigent, pour les opérations de transbordement, un plan d'eau parfaitement stable et des emménagements très coûteux. Or le port de Basse-Terre, à proximité de fonds marins très bas, ne répond pas à ces besoins. Pointe-à-Pitre, en revanche, bien équipée, offrirait rapidement tout ce qu'il faut.

Les syndicats basse-terriens, sentant planer une lourde menace (quatre cents dockers deviendraient inutiles du jour au lendemain), ont mené très tôt campagne contre une mécanisation qui susciterait également la résistance de maints petits planteurs pour lesquels le « progrès » représenterait surtout, vu l'augmentation sensible des prix de transport, une charge supplémentaire dans un budget déjà fragile. Des promesses faites lors de l'élection présidentielle de 1974 leur avaient tous donné satisfaction : on con-

struirait un deuxième poste à quai à Basse-Terre, qui garderait ainsi son « privilège » de port. On était censé, sans travail de la Grande-Terre, Des artisans sans outils attendent l'heure du retour. Des petits commerçants, qui ont juste en le temps de fermer boutique avant de s'enfuir, comptent les crédits qu'ils ne peuvent plus honorer, à demi rassurés seulement par les promesses de l'administration. On a fait M. Olivier Stora, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, lors de son récent passage. Ceux qui pourront aller au sud récupérer leurs stocks auront priorité pour vendre à l'administration ce qui lui est nécessaire pour l'entretien des réfugiés. Malgré consolation.

Des exemples seront ainsi créés pour servir trois mille logements rudimentaires (2), destinés aux réfugiés, lorsque la rentrée scolaire, retardée d'une semaine, les chassera de chez eux. On construira aussi une cité administrative provisoire puisque les services de la préfecture devront, eux aussi, déloger du lycée de Pointe-à-Pitre où ils se sont installés. Mais après ? Ce ne sont pas les 300 hectares de forêt domaniale généreusement offerts aux « Indiens » de Matouba et de Papaye dans le nord de la Basse-Terre qui feront oublier le reste. Merveilleux jardiniers les maraichers du volcan auront vite fait de défricher leur forêt pour y planter leurs légumes. Mais les autres ? On ne peut pas de faire aux Antilles : il suffit d'en de se pencher sur l'eau pour pêcher un poisson et de sauter un peu pour cueillir un fruit à pain. Image classique du paradis tropical : higuères, caïsses créoles et jute de vivre. Il faut revoir bientôt les pages d'un guide local des guides touris-

trains.

« Volcan-alibi », accusent aujourd'hui certains syndicalistes, qui soupçonnent les pouvoirs publics et le patronat de profiter des circonstances pour précipiter des changements qui avaient retardés une vive opposition et pratiquer ainsi une politique d'« fait accompli ». Il est évident que les contraintes imposées par l'actualité sociale ne peuvent qu'accroître de court et peut-être à long terme le déséquilibre marqué entre les deux parties de l'île. Le sud de la Basse-Terre ne sera-t-il plus demain qu'un beau parc naturel ouvert aux touristes fortunés en avion ? Le présent n'incite guère à l'optimisme. Pourtant, les experts de la préfecture ne semblent pas s'ingénier à outre mesure de ce fossé qui s'élargit. « Il faut penser en termes de développement global », disent-ils, « et l'on constate alors que les points forts, toujours des meilleurs atouts, font bénéficier l'ensemble de l'économie régionale de leur activité ».

Mais pour l'instant, le « point fort » n'a pu attirer qu'une cohorte de réfugiés plus ou moins

هنا من الأمل

Republique fédérale d'Allemagne

M. Strauss demandant

des excuses

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais

Le premier ministre japonais



هكذا من الأهل

EUROPE

AFRIQUE

République fédérale d'Allemagne

EN CAS DE VICTOIRE CHRÉTIENNE-DÉMOCRATE  
**M. Strauss demanderait le portefeuille des finances**

De notre correspondant

Bonn. — « Conscient des responsabilités de la tâche après sept ans de mauvaise gestion social-démocrate, je suis prêt à assumer les fonctions de ministre des finances », a déclaré le député allemand qui, le 27 août, le premier grand débat de la campagne électorale ont eu au moins droit à une information inédite. M. Strauss, qui depuis plusieurs mois semblait hésiter, non sans quelques coquetteries, entre les finances et les affaires étrangères en cas de victoire chrétienne-démocrate le 3 octobre, a annoncé publiquement son choix. Il permet ainsi à M. Kohl, candidat de l'opposition au poste de chancelier, de présenter son équipe à cinq semaines de l'élection (1).

Le débat organisé par la deuxième chaîne de télévision ouest-allemande dans la série « Les journalistes interrogent les hommes politiques », n'a pas totalement tenu ses promesses. Pourtant, l'on avait promis. Pour sortir des thèmes routiniers, les journalistes invités à poser des questions venaient de l'étranger : un Américain, un Britannique et Jacques Nohébour, du Monde, ont essayé de faire préciser aux candidats des quatre partis représentés au Bundestag (2) : M. Brandt (social-démocrate), Kohl (chrétien-démocrate), Strauss (chrétien-social-bavarois) et Genscher (libéral) leurs choix politiques. L'exercice était périlleux, les quatre partis se distinguant plus par leurs slogans électoraux que par leurs objectifs.

M. Brandt, et avec plus de retenue M. Genscher, ont eu l'occasion de défendre la politique de détente avec l'Est pour laquelle « il n'est pas de solution de rechange ». Pour la C.D.U., C.S.U., au contraire, la coalition libérale-socialiste a consenti une concession décisive à Moscou en reconnaissant l'R.D.A. sans en tirer d'avantages substantiels. On n'en apprendra pas plus sur la politique étrangère de M. Kohl.

Interrogé sur l'ouverture à gauche, M. Brandt a répondu que la République française à l'occasion de la formation du gouvernement Barre, M. Brandt a jugé « déplacé » de vouloir changer des conseils à M. Mitterrand, mais le président du S.P.D. a rendu hommage au premier secrétaire du P.S. en remarquant « avec intérêt » que le parti socialiste était devenu « un facteur respectable de la politique française, ce qui est important pour l'Europe ».

M. Strauss et Brandt ont dominé d'une bonne tête un débat tiède et fade à l'image de la campagne électorale. L'un par sa pugnacité, l'autre par son calme un peu distant et presque résigné. Tandis que M. Genscher ex-pliquait avec une bonhomie soulignée sa politique libérale, M. Kohl, presque oublié des journalistes, prenait studeuse-

ment des notes. Sa nouvelle coiffure et ses nouvelles lunettes lui ont donné un air moins sombre et moins sévère, une allure plus moderne, mais il lui manque encore l'autorité naturelle d'un Strauss ou d'un Schmidt.

Après une heure de débat, les électeurs allemands pouvaient se demander quel était l'enjeu : garder un gouvernement uni à gauche comme l'a dit M. Brandt, ou, comme le laisse croire la C.D.U.-C.S.U. avec son slogan « La liberté ou le socialisme », choisir entre deux philosophies qui se partagent la planète ?

DANIEL VERNET.

(1) M. Kohl a choisi pour les affaires étrangères M. Karl Carstens, président du groupe parlementaire. (2) Les quatre partis sont : M. Brandt (social-démocrate), Kohl (chrétien-démocrate), Strauss (chrétien-social-bavarois) et Genscher (libéral).

M. Brandt, et avec plus de retenue M. Genscher, ont eu l'occasion de défendre la politique de détente avec l'Est pour laquelle « il n'est pas de solution de rechange ». Pour la C.D.U., C.S.U., au contraire, la coalition libérale-socialiste a consenti une concession décisive à Moscou en reconnaissant l'R.D.A. sans en tirer d'avantages substantiels. On n'en apprendra pas plus sur la politique étrangère de M. Kohl.

Interrogé sur l'ouverture à gauche, M. Brandt a répondu que la République française à l'occasion de la formation du gouvernement Barre, M. Brandt a jugé « déplacé » de vouloir changer des conseils à M. Mitterrand, mais le président du S.P.D. a rendu hommage au premier secrétaire du P.S. en remarquant « avec intérêt » que le parti socialiste était devenu « un facteur respectable de la politique française, ce qui est important pour l'Europe ».

M. Strauss et Brandt ont dominé d'une bonne tête un débat tiède et fade à l'image de la campagne électorale. L'un par sa pugnacité, l'autre par son calme un peu distant et presque résigné. Tandis que M. Genscher ex-pliquait avec une bonhomie soulignée sa politique libérale, M. Kohl, presque oublié des journalistes, prenait studeuse-

Grande-Bretagne

**M. Callaghan réaffirme sa détermination de faire voter le projet de dévolution de pouvoirs à Edimbourg**

De notre correspondant

Londres. — M. James Callaghan, chef du gouvernement britannique, a déclaré vendredi 27 août, lors d'un tour de quatre jours en Ecosse qui lui a donné l'occasion d'être directement confronté à deux problèmes brûlants : le chômage et la dévolution des pouvoirs à Edimbourg.

Que ce soit à Glasgow ou à Edimbourg, le premier ministre britannique s'est trouvé à plusieurs reprises en butte aux cris hostiles de manifestants réclamant le retour au plein emploi.

Les syndicats écossais ont exprimé leur rancœur au premier ministre, tout comme le feront les dirigeants de la confédération des syndicats britanniques, mercredi prochain, à Londres. M. Callaghan a cependant déjà trouvé la parade. Selon son analyse, la reprise économique est déjà commencée, mais elle ne permettra de réduire le chômage que vers la fin de l'année. Les

syndicats ont donc été invités une fois de plus à faire preuve de patience. On saura le 6 septembre, au congrès annuel des TUC, à Brighton, si M. Callaghan a été entendu.

C'est aussi en gagnant du temps que le premier ministre entend dépassionner le dossier de la dévolution de pouvoirs à une assemblée écossaise. M. Callaghan a réaffirmé sans ambiguïté son intention de faire adopter le projet de gouvernement. Jusqu'à présent, il se rendait à la Royal High School d'Edimbourg, siège de la future assemblée provinciale. La centaine de députés travaillistes à Westminster, dont l'attitude à l'égard de la dévolution va de la franche hostilité au doute, a ainsi reçu un premier avertissement : le premier ministre ne tolérera pas de fronde. Les travaillistes écossais, qui seraient les premières victimes d'un raz de marée nationaliste, ont vu le même message, reçu des apaisements. (Interfax)

Espagne

**LE GOUVERNEMENT CONFIRME SON REFUS D'ACCORDER DES PASSAPORTS AUX DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE**

Madrid (Reuter, A.P.). — Le gouvernement espagnol a confirmé son refus d'accorder un passeport à M. Santiago Carrillo et à Mme Dolores Ibarruri, respectivement secrétaire général et président du parti communiste espagnol, après-on a dit le parti d'extrême droite M.P.I. ; il leur faudra obtenir au moins 5 % des voix pour pouvoir envoyer des députés à la Chambre.

(1) M. Kohl a choisi pour les affaires étrangères M. Karl Carstens, président du groupe parlementaire. (2) Les quatre partis sont : M. Brandt (social-démocrate), Kohl (chrétien-démocrate), Strauss (chrétien-social-bavarois) et Genscher (libéral).

Italie

**M. Andreotti affirme qu'il n'a pas conclu de « compromis rampant » avec les communistes**

Rome (A.F.P.). — Le président du conseil italien a exclu « tout rapport secret, ou compromis rampant, ou toute autre machination diabolique » entre son gouvernement chrétien et le parti communiste italien. Dans une interview à la télévision italienne, M. Giulio Andreotti, qui répliquait ainsi sur le ton de l'humour aux polémiques développées, deux semaines à peine après le vote d'investiture, autour de l'abstention du parti communiste et de l'hypothèse d'un « compromis historique rampant » avec le P.C.I., a demandé aux partis politiques de le laisser travailler pendant septembre, avant de juger le gouvernement. Quant à l'avenir, il a dit : « Je n'ai pas prononcé les vœux perpétuels de rester au gouvernement ».

En ce qui concerne les mesures à l'égard pour faire face à la crise, M. Andreotti a laissé entendre qu'il n'y aurait sans doute pas de double marché de l'essence à l'automne : le prix, croit savoir la presse italienne, pourrait augmenter de façon uniforme de 50 à 150 litres par litre (il est actuellement de 400 litres, soit 300 F environ).

Le chef du gouvernement a annoncé de « nouvelles mesures » et des hausses des tarifs des services publics, mais de manière différenciée, pour favoriser les classes les plus modestes : travailleurs, étudiants, personnes âgées.

Le nouvel emprunt italien de 2 milliards de dollars à la Bundesbank, annoncé à Bonn, a été bien accueilli par la presse italienne.

Pologne

**LE CARDINAL WYSZYNSKI ESTIME NÉCESSAIRE DE « SUPPRIMER TOUT CE QUI NUIT À LA RECONSTRUCTION DU PAYS »**

Varsovie (A.F.P.). — Le cardinal Wyszyński a vivement critiqué la politique athée des autorités polonaises et les a mises en garde contre les conséquences néfastes d'une telle politique pour la reconstruction du pays.

Parlant devant quelque quinze mille fidèles venus jeudi 26 août au pèlerinage à Czestochowa, le primate de Pologne a déclaré : « La campagne en faveur de l'athéisme n'a rien à voir avec la transformation économique et sociale de notre pays. C'est pourquoi nous demandons sans trêve qu'il soit mis fin à cette campagne, présentée comme un programme politique ».

Cet athéisme, imposé nuit à la reconstruction économique, car il suscite la méfiance à l'égard des autorités, même lorsque celles-ci prennent des décisions raisonnables et même nécessaires.

Le primate de Pologne s'est élevé d'autre part contre les arrestations et les instructions qui se déroulent en Pologne : « On pourrait, a-t-il ajouté, diminuer de moitié le nombre des prisons dans notre pays et réduire considérablement le personnel travaillant pour le ministère de l'Intérieur. On dit que la Pologne manque de main-d'œuvre ; eh bien ! ce personnel pourrait être utilisé à des tâches plus utiles que celles qu'il effectue à l'heure actuelle ».

« Pour le succès de la reconstruction de notre pays, pour que la vie dans notre patrie soit plus aisée, a encore dit le cardinal, il est indispensable de supprimer tout ce qui engendre la méfiance ».

République Sud-Africaine

**« N'attaquez que les fauteurs de troubles »**  
De notre correspondant

Johannesburg. — « Samuel, un jeune lycéen de seize ans, est entré dans mon église, poursuivi par un groupe de Zoulous, raconte un pasteur. Mais les Zoulous, armés de bâtons, l'ont suivi. Ils m'ont arraché Samuel des bras et l'ont traîné à l'extérieur avant de le frapper à mort tout près du parvis. Les derniers mots de Samuel ont été : « Merci, Père, d'avoir essayé de me sauver ».

Armée de cannes au tour du pommier, de couteaux et de machettes, des groupes de travailleurs zoulous sèment la terreur depuis quatre jours dans Soweto, l'immense township où vivent plus d'un million de Noirs.

Expliquer les incidents en les résumant à une réaction de non-gratitudes contre des grèves serait insuffisant. Les seuls affrontements de jeudi, alors que la grève était terminée, tendraient à le prouver.

Il faut voir dans la conception même de Soweto, et dans les conditions de vie des travailleurs « colébrales », les données propres à provoquer de tels heurts. En effet, Soweto est partagée, comme tous les townships, en secteurs, chaque ethnisme vivant dans une zone bien déterminée, ce qui n'aide pas à la compréhension mutuelle.

Les « hôtels pour colébrales » sont de véritables petites villes dans la ville. Composés de plusieurs baraquements, ils rassemblent plusieurs milliers de travailleurs, venus seuls à Soweto, un contrat de travail en poche. Ainsi, l'« hôtel » de Mzimpho compte dix mille trois cent vingt personnes, qui vivent repliées sur elles-mêmes, avec pour unique distraction — ou presque — le beerhall où ils peuvent s'enivrer de bière anticholérique.

Pour ces travailleurs, venir à Johannesburg signifie travailler dur pour gagner le plus d'argent le plus vite possible et envoyer l'essentiel de leur paie, chaque mois, à leur famille restée dans les Bantoustans.

Les Zoulous, qui représentent environ 27 % de la population africaine, vivent, plus fréquemment que les autres ethnies, dans ces hôtels pour hommes seuls. D'origine paysanne, ils sont souvent méprisés par les Noirs des villes. Mais ils sont

également craints, car, depuis des générations, ils ont subi les contorsions de la violence de l'apartheid. Ils ont donné naissance aux fameuses guerres zouloues du dix-neuvième siècle. Ils représentent toujours, aux yeux des Sud-Africains, le guerrier courageux mais féroce pendant l'attitude de la police pendant tous ces affrontements aura été très équivoque, et, bien que son chef ait qualifié de « non-sens » toutes les accusations portées contre les forces de l'ordre, les témoignages de travailleurs revenus jeudi à Johannesburg et de journalistes noirs sont tout convergents. La quotidien Rand Daily Mail a publié, jeudi, des récits de journalistes africains. Plusieurs d'entre eux affirment avoir entendu des policiers dire à des Zoulous : « On vous a donné l'ordre de n'attaquer que les fauteurs de troubles. Si vous endommagez des maisons qui appartiennent à l'administration, nous allons être obligés d'intervenir contre vous ».

Dans la péninsule du Cap, les incidents se sont poursuivis jeudi entre jeunes manifestants métis et policiers. La police a arrêté le président du parti travailliste métis d'opposition à l'apartheid, le révérend Allan Hendrickse. « Les Blancs doivent attendre à de nouveaux troubles, car les jeunes métis ont perdu leurs craintes », a déclaré le parti travailliste dans un texte publié jeudi. « Le mythe des métis se tenant aux côtés des Blancs contre les Africains est maintenant bien défrut. Les manifestations de solidarité des métis surviennent quelques semaines avant la réunion du Conseil représentatif des métis — dénommé désormais « cabinet », mais dont le rôle demeure consultatif.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) a publié un communiqué affirmant qu'elle « donne tout son appui à l'action de grève générale menée par les travailleurs d'Afrique du Sud pour protester contre l'incapacité des policiers qui a provoqué plus d'un millier de morts et des arrestations massives de dirigeants africains et de leurs partisans ».

Tunisie

**Tunis et Tripoli s'efforcent de normaliser leurs relations**

De notre correspondant

Tunis. — La Tunisie et la Libye viennent d'entamer un processus de normalisation de leurs rela-

tions qui étaient sérieusement altérées depuis la découverte, en mars dernier, d'un complot libyen visant à « enlever ou à assassiner » le premier ministre tunisien, M. Hedi Nouria.

La détente s'était amorcée le 1<sup>er</sup> août lors d'une visite à Tripoli du ministre tunisien de l'Intérieur, M. Tahar Belkhouja. Mardi 24 août, M. Tahar Cherif Ben Ameur, ministre d'Etat libyen chargé des relations avec le conseil de commandement de la révolution, a fait part au président Bourguiba de l'acceptation de son gouvernement de soumettre à la Cour internationale de justice de La Haye le problème de la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, moyennant des deux pays, qui recèle d'importantes ressources pétrolières.

Ce recours à La Haye, proposé depuis trois ans par les Tunisiens, s'était toujours heurté à une fin de non-recevoir des Libyens, et le gouvernement de M. Bourguiba en faisait, depuis six mois, une condition à la reprise « des relations d'amitié et de coopération ».

En réponse à ce geste de conciliation de Tripoli, qu'il est difficile de dissocier des démentis que connaît actuellement le régime du colonel Kadhafi avec l'Egypte, la Tunisie a décidé de renvoyer en Libye son représentant, M. Mahmoud Chabchoub, qui avait été rappelé lors de la découverte du « complot » de mars.

Dans les milieux politiques de Tunis, on indique que l'autre aspect du contentieux, qui concerne le sort des Tunisiens et des Libyens détenus dans chacun des deux pays, pourrait être réglé.

Huit militaires tunisiens enlevés par l'armée libyenne en avril dans l'extrême sud et un entrepreneur de travaux publics, M. Raouf Abenni, disparu en janvier à Tripoli, sont retenus en Libye. Des assurances auraient d'ores et déjà été données en vue d'une proche libération de M. Abenni. La Tunisie, quant à elle, détient les trois membres du commandement responsable de l'action terroriste contre M. Nouria, et dont le chef a été condamné à mort en avril par la Cour de sûreté de l'Etat. (Interfax)

ASIE

Pakistan

En échange de l'abandon

du projet d'usine française de retraitement

**Washington pourrait financer le programme nucléaire de M. Bhutto**

Islamabad (A.F.P.). — Lors de sa récente visite à Lahore, M. Kissinger, secrétaire d'Etat américain, aurait proposé à M. Bhutto, premier ministre pakistanais, une aide américaine considérablement accrue « pour permettre au Pakistan de financer une importante partie de son programme nucléaire », apprend-on de source diplomatique à Islamabad.

En échange, le secrétaire d'Etat aurait demandé au premier ministre pakistanais de renoncer à commander à la France une usine de retraitement des déchets radio-actifs. En revanche, il aurait dit ne voir « aucun inconvénient » à ce que plusieurs centrales nucléaires (mais non des usines de retraitement) soient construites par la France avec des crédits américains.

Le secrétaire d'Etat américain aurait été amené à faire ces propositions à la suite des explications du premier ministre pakistanais, selon lesquelles le Pakistan espérait pouvoir financer la majeure partie de son programme nucléaire grâce aux recettes de l'usine de retraitement fournie par la France. Dans l'esprit de M. Bhutto, cette usine, d'une

capacité d'environ 80 tonnes par an (supérieure aux besoins du pays), devrait permettre au Pakistan de retraiter les déchets de pays ne possédant pas leur propre usine, et ainsi de faire des bénéfices substantiels. L'Iran et le Japon seraient intéressés par un tel marché.

Les observateurs à Islamabad n'ont cependant pas l'impression que le gouvernement pakistanais ait l'intention de céder aux pressions américaines. Les premiers techniciens français arriveront au Pakistan dans les prochaines semaines.

Inde

● PLUS DE TROIS CENT CINQUANTE PERSONNES ONT TROUVÉ LA MORT au cours de la mousson d'été, en Inde. Les pluies et les inondations ont détruit ou endommagé plus de cinquante mille maisons dans huit des Etats affectés par la mousson, et les dégâts s'élèvent à plus de 47 millions de dollars, selon les premières estimations officielles. — (A.F.P.)

Vietnam

**Les derniers beaux jours de Cholon**

Hanoi (A.F.P.). — La ville chinoise de Cholon, township de Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon), vit ses derniers beaux jours. Toutes les entreprises commerciales qui ont fait plus de 10 % de bénéfices depuis la libération de Ho-Chi-Minh-Ville seront taxées à 50 %, et même à 100 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet de cette année. Cette décision, annoncée mardi 24 août, par le quotidien Saigon Giai-Phong, vise tous les petits commerçants de Ho-Chi-Minh-Ville, mais plus particulièrement le million de Chinois qui ont fait depuis un siècle de Cholon ce qu'indiquent d'ailleurs son nom en vietnamien : « un grand marché » où tout s'achète et se vend.

Jusqu'à ces derniers semaines, Cholon a fermenté l'attente au pouvoir révolutionnaire. Ceux qui s'y sont rendus récemment ont pu constater que « la révolution était passée au-dessus des têtes » : On y échangeait encore abondamment des dollars contre des nouvelles piastres à un taux avantageux.

Les commerçants sont accusés par le Saigon Giai-Phong d'avoir acheté des marchandises à un prix raisonnable, de les avoir mises sur le marché « au comptant », et de les avoir re-

vendues au prix fort. « Cette montée des prix inadmissible a donné lieu à un enrichissement illégitime. L'Etat doit en récupérer la super-profit pour mettre cette masse d'argent au service du peuple », ajoute le quotidien. Le journal signale que cette mesure touche aussi les entreprises industrielles, mais que la taxation de leurs « super-bénéfices » sera différente. Certaines d'entre elles sont autorisées, selon Saigon Giai-Phong, à faire 25 % de bénéfices sans autres taxes que l'impôt ordinaire.

Ces dispositions draconiennes vont contribuer à niveler l'économie du pays du nord au sud. La question que l'on se pose, en effet, était de savoir comment coexisteraient un Vietnam du Sud avec sa bourgeoisie d'affaires et ses privilèges, et un Vietnam du Nord où les profits des commerçants privés car il en existe, ont toujours été étroitement surveillés.

Vraiment « casse-tête » pour les révolutionnaires qui admettent, dans leurs conversations privées, qu'ils « ne savent pas comment venir à bout du phénomène de Cholon ». Tout un système, par la force des choses, va s'effondrer. La planification des revenus est en marche.

A travers le monde

Irlande du Nord

● UN JEUNE COUPLE ET SON ENFANT, une fillette de dix mois, ont péri lors d'un violent incendie provoqué vendredi matin 27 août par l'explosion d'une bombe incendiaire à leur domicile du quartier catholique de New Lodge, près du centre de Belfast.

Namibie

● M. KURT WALDBEIM, secrétaire général de l'ONU, présentant la parole à l'occasion de la « Journée de la Namibie », le 26 août à New York, a estimé que les propositions récemment faites par M. Vorster sur l'accession du territoire à l'indépendance (le Monde du 19 août) sont « insuffisantes ». De son côté, à Adis-Abeba, M. William Beke Mbombeni, secrétaire général de l'O.U.A., a invité tous les « hommes de bonne volonté » à aider dans sa lutte de libération l'Organisation du peuple de la région africaine (SWAPO).

Portugal

● UN NOUVEAU CONSEILLER DE LA REVOLUTION, le colonel Amadeu Garcia dos Santos, a été désigné le jeudi 26 août par le général Rocha Vieira, chef d'état-major de l'armée de terre. Il remplacera à ce poste le général Pires Veloso, qui avait démissionné du Conseil afin de garder le commandement de la région militaire du Nord.

# LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT

## Les consultations du premier ministre

M. Raymond Barre a consacré sa journée de jeudi 26 août aux consultations qui précèdent traditionnellement la formation d'un nouveau gouvernement, après avoir rendu une visite protocolaire à M. Alain Poher, président du Sénat, et indiqué qu'il procéderait de même avec M. Edgar Faure et Roger Frey, respectivement présidents de l'Assemblée nationale et du Conseil constitutionnel.

Au ministère du commerce extérieur, qu'il a visité, M. Barre a d'abord donné audience, à midi, à M. Olivier Guichard, ancien ministre, député U.D.R. de la Loire-Atlantique et maire de La Baule. L'entretien a duré près d'une heure. En sortant du bureau de M. Barre, M. Guichard a simplement indiqué que l'entretien avait porté sur « la composition du nouveau gouvernement ». L'ancien ministre avait auparavant été reçu à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing.

Dans l'après-midi, le premier ministre devait successivement recevoir les deux ministres d'État du gouvernement de M. Chirac, MM. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, et Jean Lecanuet, garde des sceaux (ce dernier a indiqué qu'il avait « parlé d'entrée » avec M. Barre), puis M. Jean-Pierre Fourcade, ministre des finances. Ces trois entre-

tens ont duré environ trois quarts d'heure chacun.

Le premier ministre a ensuite donné audience à M. Pierre Sudreau, ancien ministre, député réformateur du Loire-et-Or, qui fut chargé en juillet 1974 de préparer un rapport sur la réforme de l'entreprise (rapport remis en février 1975), avant de recevoir six ministres du gouvernement démissionnaire : Mme Simone Veil (santé), et MM. Sauvagnargues (affaires étrangères), d'Ornano (industrie), Anquer (commerce et artisanat), Galle (équipement) et Durafour (travail). Enfin, trois secrétaires d'État ont été reçus : MM. Médacin (tourisme), Mazeaud (jeunesse et sports) et Stirn (départements et territoires d'outre-mer). Aucune de ces rencontres n'a fait de commentaire sur l'objet de l'entretien qu'elles ont eu avec le premier ministre, et qui a été en général fort bref. Certaines d'entre elles avaient d'ailleurs été convoquées à la suite d'un canular.

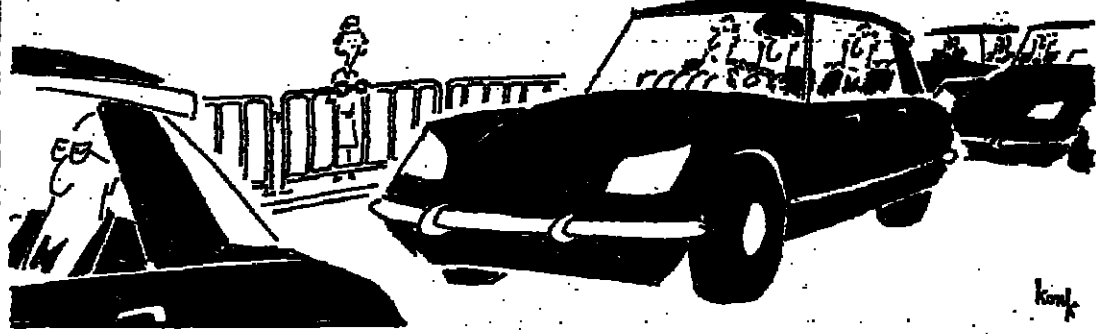
A 19 heures, M. Raymond Barre a rendu à M. Jacques Chirac sa seconde visite à l'hôtel Mafignon, entretien entre le nouveau premier ministre et son prédécesseur a duré environ trois quarts d'heure.

Ce vendredi matin, au ministère du commerce extérieur, M. Barre a poursuivi ses consultations.

## RETOUR D'UNE TRADITION

Que la démission du gouvernement de M. Chirac ouvre une crise de régime ou non, sa succession aura permis de renouer avec une autre des plus solides traditions de la IV<sup>e</sup> République : la fausse convocation chez le nouveau premier ministre. A contempler de près (on a l'impression de l'observer) les expériences et les angousses des ministres sortants, la tentation est venue à un cruel plaisantin de se faire passer, au téléphone, pour un collaborateur de M. Barre, et de demander incontinent quel Brandy trois ministres qu'on n'attendait manifestement pas. MM. Sauvagnargues, Anquer et Durafour, ainsi que trois secrétaires d'État, MM. Mazeaud, Médacin et Stirn.

L'entretien avec le premier ministre, après une longue attente dans l'antichambre, fut bref. M. Barre l'aurait tout fait à profit pour signifier quelques diatribes, en homme qui s'est promis, siôt nommé, d'être « l'économiste de ses propres ». — S. S.



(Dessin de KORE.)

## LE PARI DE L'AUSTÉRITÉ

(Suite de la première page.)

Mais la cause principale est qu'elle est entrée dans les mœurs. Les coûts de production se gonflent à vue d'œil, et la part des dépenses improductives ne cesse de monter dans les budgets, celui de l'État comme ceux des entreprises publiques et privées. La hausse des prix fait l'effet de trop de gens, acheteurs à l'empirisme, spéculateurs de tous poils : elle est trop facilement acceptée par les titulaires de revenus indexés pour que la population s'alarme.

Qu'une maigre consolation s'il ne conduit pas à l'adoption d'une médication efficace. Celle de M. Barre tient en un mot : austérité. La France doit perdre l'habitude de vivre au-dessus de ses moyens, elle doit importer moins et exporter plus, ce qui signifie consommer moins. A vingt mois des élections, un tel pari n'est la moindre chance d'être tenu, alors que le pays compte près d'un million de chômeurs et que la moitié des Français n'attendent plus le salut que d'un changement de société.

Un gouvernement d'union de la gauche, jouissant par définition de la confiance des travailleurs, aurait déjà quelque difficulté à imposer ce qu'on appelle pudiquement une politique des revenus dont l'un des articles de base est sinon le blocage des rémunérations, du moins, comme cela vient d'être fait en Grande-Bretagne, le plafonnement, au besoin modéré, des majorations de salaires. Comment une équipe appuyée sur la majorité parlementaire qui a voté son contenu le projet de taxation des plus-values pourrait-elle se lancer dans une telle entreprise sans provoquer dans le pays une vague d'agitation sociale où s'engloutirait rapidement tout espoir de stabilisation des prix et de la monnaie ? M. Raymond Barre a, c'est entendu, toutes les qualités : c'est un grand économiste, un esprit pratique, en plus c'est un homme d'une ferme courtoisie, aussi souriant que sérieux. Mais il n'a fait d'avance pour persuader les électeurs de M. Mitterrand et de M. Mitterrand que pour un lande-mal le pouvoir, surmontant sa nature de classe, n'a plus d'autre souci que l'intérêt des travailleurs.

## Une accoutumance suicidaire

M. Raymond Barre a regardé de près, de son fauteuil de vice-président de la Commission européenne, comment marchaient ou ne marchaient pas les économies des pays membres de la Communauté. Il a dénoncé à maintes reprises dans le passé le caractère suicidaire de cette accoutumance. Qu'il parvienne à faire par la suite, il faut lui savoir gré d'avoir déclaré dans l'Instant de sa nomination que le mal principal, pour la France, était l'inflation, et qu'il convenait de s'y attaquer résolument et par priorité. Faut-il attendre les prophéties optimistes. Pour la première fois depuis bien longtemps, un des premiers responsables de ce pays a dit la vérité aux Français.

Un bon diagnostic cependant n'est

pas suffisant. M. Barre a pour lui de ne pas appartenir au monde du faste, du gaspillage et des compromissions. Voudrait-il, eût-il, secouer les colonnes du temple ? Derrière chaque colonne de temple de solides bataillons, tant il est vrai qu'on voit rarement des détenteurs de privilèges admettre, que ceux-ci pourraient ne pas être absolument justifiés. Comment tout faire comprendre que c'est toujours la robe des puissances qui se remette en question des années que ne justifient pas, ou ne justifient plus, le service rendu qui a provoqué les révolutions ?

Il est bien vrai que, s'attaquer aux grosses fortunes n'apporterait pas à l'État tant de profit. Mais dans le climat créé par trop de scandales, trop d'abus, tant de loup provoquant, face au chantage, à la paillardise des vœux, à la misère des immigrés, le seul moyen qu'aurait le régime de faire avaler la politique d'austérité dont la France a indubitablement besoin serait, pour reprendre l'expression familière, de faire d'abord « payer les riches », de mettre fin aux privilèges fiscaux, y compris à ceux des professions libérales et commerciales, et de venir en même temps tranchement au secours de ceux que l'on appelle jadis, d'un mot horrible, les « économiquement faibles ».

M. Barre a pour lui de ne pas appartenir au monde du faste, du gaspillage et des compromissions. Voudrait-il, eût-il, secouer les colonnes du temple ? Derrière chaque colonne de temple de solides bataillons, tant il est vrai qu'on voit rarement des détenteurs de privilèges admettre, que ceux-ci pourraient ne pas être absolument justifiés. Comment tout faire comprendre que c'est toujours la robe des puissances qui se remette en question des années que ne justifient pas, ou ne justifient plus, le service rendu qui a provoqué les révolutions ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Le Monde du 24 août.  
(2) Le Monde du 20 août.

## Le conseil des ministres se réunira samedi

(Suite de la première page.)

Il plait aux centristes pour ses antécédents européens et ne déplaît pas aux gaullistes en raison des relations qu'il a eues avec le général de Gaulle. La nomination à son poste d'un leader d'une formation politique serait apparue comme une provocation à toutes les aures.

M. Barre a été choisi aussi pour des raisons plus positives et qui tiennent à sa personnalité. Il sera homme à faire au Parlement de solides discours, peut-être à la manière d'un Mendès France, et il opposera sa compétence à celle des économistes de l'opposition. Voilà du moins ce que l'on attend de lui, ce qui laisse penser qu'une carence a été observée jusqu'ici dans le domaine de l'union gouvernementale, selon la ligne qu'il s'est tracée depuis longtemps et qui était de ne rien accepter jusqu'aux prochaines élections.

## Entrants et partants

Loin d'être constitué de techniciens, son gouvernement sera, au contraire, formé de politiques. Certains d'entre eux seront même chargés de répandre ce point de vue. C'est ainsi que M. Olivier Guichard pourrait devenir le coordonnateur de la majorité en tant que premier des ministres d'État. Il est certain que l'ancien ministre, l'un des « barons » du gaullisme, a été appelé pour jouer un rôle politique. Lui-même y met certaines conditions, notamment que l'aménagement du territoire soit détaché du ministère de l'Intérieur, car il a toujours contesté le principe de ce rattachement. Il a été envisagé alors de confier l'aménagement du territoire, et éventuellement le Plan, à M. Lecanuet, dont on avait cité aussi le nom pour un grand ministère des

affaires sociales, M. Guichard serait garde des sceaux, ministre de la justice, M. Poniatowski restant à l'Intérieur.

Étaient données comme partants, vendredi matin, M. Sauvagnargues, Fosse, le nombre des secrétaires d'État sera réduit, ce qui implique de nombreux départs (Mme Dorhac, MM. Mazeaud, Tomasi). Parmi les nouveaux venus, M. Bonlin pourrait être responsable des relations avec le Parlement, et M. Pierre Brousse, sénateur de la Gauche démocratique, maître de Bédiers, pourrait illustrer l'ouverture au centre-gauche. M. Pierre Sudreau n'a rien dit de son entretien avec M. Barre, sinon qu'il a parlé de la réforme de l'entreprise, mais qu'il n'est pas sûr qu'il y ait un gouvernement, selon la ligne qu'il s'est tracée depuis longtemps et qui était de ne rien accepter jusqu'aux prochaines élections.

L'action du gouvernement ne sera d'ailleurs pas limitée à la lutte contre l'inflation. M. Giscard d'Estaing veut faire avancer la réforme de l'entreprise, mais d'une manière plus souple, en proposant des options diverses. L'œuvre de simplification administrative sera poursuivie dans deux directions : 1) le minimum vieillisse son intégralité aux ayants droit sans qu'ils aient à se lancer dans des démarches complexes et humiliaires ; 2) les divers établissements payeurs se retourneront les uns vers les autres pour normaliser la situation ; 3) les diverses aides familiales seront regroupées de la même façon.

Tels sont les objectifs à atteindre au cours de l'année 1977. Avec des méthodes et une philosophie différentes de celles de M. Chirac, le président de la République pense lui aussi aux élections législatives, et il a son plan.

ANDRÉ LAURENS.

## M. CAILLAVET REFUSE D'ENTRER AU GOUVERNEMENT

M. Henri Caillavet, président du Comité d'action pour une démocratie sociale, député (Gauche dém.) de Lot-et-Garonne, a indiqué, jeudi 26 août, qu'il avait décliné l'offre d'entrer dans le futur gouvernement, malgré a-t-il précisé, l'appel confiant lancé au centre gauche par le président de la République et l'estime qu'il porte à M. Raymond Barre. « *Toutefois, opposant de dialogue, je ne suis pas prêt de souscrire à la ligne de l'entreprise du premier ministre, confronté à d'importantes difficultés.* » Lorsque le gouvernement proposera au Parlement des mesures réalistes de nature à instaurer plus de justice sociale, juguler l'inflation et favoriser l'emploi, je ne me déroberai pas », a conclu M. Henri Caillavet.

M. Henri Caillavet, après avoir participé à la création du Mouvement des radicaux de gauche au côté de M. Robert Faure, avait à diverses reprises remis en cause le contenu du programme commun et la ligne suivie par le M.R.G., dont il était le vice-président. Reçu par M. Giscard d'Estaing le 15 avril 1975, il démissionna de ses fonctions de vice-président de la Fédération de la gauche, et M. Caillavet a fondé, le 21 mars 1976, avec M. Jacques Feller, sénateur de l'Alsace, ancien vice-président du Centre démocrate, le Comité d'action pour une démocratie sociale.

## A Mafignon

## LES REMERCIEMENTS DE M. CHIRAC A SES COLLABORATEURS

M. Jacques Chirac a réuni, jeudi 26 août, au « Duple-midi », l'ensemble de ses collaborateurs de l'hôtel Mafignon, au terme d'une journée consacrée à régler les affaires encore en cours avant la passation de pouvoir à son successeur, organisée ce vendredi, à 13 heures.

Le premier ministre démissionnaire a évoqué à nouveau les raisons de son départ, puis a exprimé ses remerciements à son directeur de cabinet, M. Jérôme Monod, ainsi qu'à tous ses autres collaborateurs, auxquels il a fait une phrase de remerciement. M. Chirac a été classé et transporté en camionnette dans les bureaux qu'il a loués place du Palais-Bourbon.

« La Fédération de l'U.D.R. de Meurthe-et-Moselle a adressé à M. Chirac un télégramme dans lequel elle félicite l'ancien premier ministre et pour son courage et son honnêteté ». (Cor.)

**PRIX DE GROS**

**C.C.A.**

Chocolats, Champagnes, Vins, Alcool, etc. des marques les plus prestigieuses.

Tarif spécial "AVANT HAUSSE" : choisissez et payez vite, car il y aura une hausse de prix.

103, rue de Turenne - PARIS 3<sup>e</sup> - Tél. 277.53.24

ATTENTION : Réouverture le 31 Août

Centre **ISTH** Centre **AUTEUIL - TOLBIAC**

Institut privé des Sciences et Techniques humaines.

**PCEM**

Expérience pédagogique depuis 24 ans

- Préparation de Vacances :
- Recyclage pour bacheliers (math., physique, chimie) par petits groupes.
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix).
- Recyclage de Pré-Rentrée.
- Année complète de formation méthodologique (année U) : à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices.
- Préparation Annuelle soutenue par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.

AUTEUIL : 6, Av. Jean Heuzey 75016 Paris - Tél. 268.52.09

TOLBIAC : 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 599.63.97

Déjà, les collections automne-hiver ! les ventes d'été continuent

**les boutiques Griffsoldé**

Griffsoldé dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOUTIQUES OUVERTES EN AOUT :

POUR ELLE 1, rue de la plaine (notion)

POUR LUI 3, rue de la plaine (notion)

3, bd montmartre (montmartre)

Pour votre **DEMEMAGEMENT** 208 10-30 ODOUL

Au PLM Porto-Heli, en septembre le soleil grec baisse ses prix.

Offre spéciale :

50 F\* par personne en demi-pension

70 F\* en pension complète

Reservations - Paris 588-73-46 PLM

## Le brillant élève du lycée Leconte-de-Lisle à la Réunion

De notre correspondant

Saint-Denis. — La mère de M. Raymond Barre vit toujours rue de Paris, à Saint-Denis-de-la-Réunion, où le premier ministre est né le 12 avril 1924, au domicile de son grand-père maternel, le docteur Octave Dérmond. M. Barre est l'aîné d'une famille de trois enfants. Ses deux sœurs, ses oncles et ses cousins vivent toujours dans l'île. La mère du premier ministre déclare : « Raymond a toujours été très soumis tout en ayant beaucoup de caractère. Très droit, il était animé d'un idéal très élevé et aspirait vers la perfection. Il était très accueillant et ouvert à tous. »

« Il n'avait pas de ami particulier, mais il était celui de tous les élèves du vieux lycée Leconte-de-Lisle, situé rue Jean-Chaptal à Saint-Denis, où il a fait ses études secondaires. C'était un brillant élève. Les vieux Réunionnais se souviennent des paires de distributions de prix

publiés dans les journaux locaux, où l'on relevait chaque année son nom pour le prix d'excellence. »

Les communications avec la France étant coupées pendant la guerre, un Institut d'études juridiques fut ouvert à Saint-Denis, et M. Raymond Barre en suivit les cours en attendant d'être mobilisé.

En 1944, il s'engage dans l'infanterie et il est envoyé à Madagascar pendant un an. Il est démobilisé afin de poursuivre ses études supérieures en métropole, selon une directive du général de Gaulle concernant les étudiants dans la même situation que lui. Après avoir occupé un poste au cabinet du gouverneur Capagory, à la Réunion, il s'embarque pour la métropole en janvier 1946. Depuis, il n'est revenu que deux fois dans son île natale.

« M. ROBERT BALLANGER, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale : « Je demande solennellement au nom de mon groupe que le nouveau gouvernement présente le plus tôt possible devant le Parlement, c'est-à-dire au cours d'une session extraordinaire, une déclaration

de politique générale suivie d'un vote (...) La démission de Jacques Chirac et son remplacement par Raymond Barre confirment les difficultés grandissantes du pouvoir giscardien à mettre en œuvre la politique des grands monopoles au détriment des travailleurs et de la nation. (...) »

RAYMOND

pire danger nouvelles

Libbe U.D.R.) : une attitude

N. Yves Guena : non, sommes respectueux de

M. Ceyraz : je fais con aux qualités exceptionnelles pour surmonter les p

le droit de tuer...

هكذا من الأصل



هكذا من الأهل

DU GOUVERNEMENT



DE L'AUSTERITE

DE M. RAYMOND BARRE

## LES REACTIONS

### M. Debré : le pire danger serait de céder à de nouvelles idéologies

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Réunion, nous a fait, vendredi 27 août, la déclaration suivante : « Si le changement de ministère doit être la conséquence d'une prise de conscience du drame national que représente, depuis maintenant quatre ans, la montée de la inflation, je ne peux que m'en réjouir. Il est tard, certes, et même très tard. Mais, en France, il arrive souvent que le réveil soit tardif. L'application d'une véritable politique de redressement sera d'ailleurs difficile. Elle ne se borne pas en effet à l'équilibre du budget de l'Etat, qui n'est qu'un des aspects, non des plus importants. Réajuster la nation qu'elle ne peut dépenser plus qu'elle ne produit, que l'épargne doit d'abord servir à l'investissement industriel productif et créateur d'emplois, que l'on ne

peut durablement emprunter à l'étranger pour équilibrer sa balance et qu'il faut donc exporter, voilà qui suppose un grand effort de la part de tous, mais d'abord de ceux qui nous dirigent. Je souhaite que nous soyons à la minute de vérité. » Il est bien clair qu'un tel effort ne peut être demandé et consenti que si l'on fait partie d'une politique d'ensemble. Le redressement économique est l'affaire de la nation tout entière. On nous le dit, le pense, et c'est vrai. Mais c'est l'adhésion d'une nation qui affirme son indépendance, sans alignement ni intégration, ouverte ou dissimulée. Tout se tient, et il n'y aurait rien de dangereux que de céder une nouvelle fois à des idéologies qui empêcheraient un grand nombre d'accorder leur soutien à une entreprise qui serait vouée à l'échec. »

### M. Labbé (U.D.R.) : une situation différente qui implique une attitude nouvelle

Commentant jeudi 26 août dans les couloirs de l'Assemblée nationale la démission du gouvernement de M. Chirac, M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., a donné lecture du communiqué suivant : « Il ne s'agit pas d'une simple modification mais d'une situation différente qui implique la définition d'une attitude nouvelle. Il convient, pour l'U.D.R., d'examiner avec sérénité les conséquences d'un choix et de déterminer son comportement. Cela ne justifierait nullement une réaction rapide ou passionnée. Ce que je puis seulement exprimer, ce sont mes sentiments d'amitié et de confiance à l'égard de M. Jacques Chirac et le témoignage de son travail acharné de premier ministre, avant tout, au service de la nation. »

Invité à préciser quelle pourrait

être cette attitude nouvelle, M. Labbé a simplement déclaré : « Ce qui est sûr, c'est que nous n'avons l'intention ni de sortir de la majorité ni de faire des procès d'intention. Certains des nôtres participeront à un gouvernement sur la formation duquel nous ne pouvons pas peser. » De son côté, Charles Bignon, député U.D.R. de Somme, a demandé, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'U.D.R., M. Yves Guéna, que le prochain bureau exécutif du mouvement, qui se réunira le samedi 28 août rue de Lille, « décide de mettre en congé de parti tous les compagnons qui auraient accepté d'entrer dans le nouveau gouvernement ». A son avis, « l'appartenance des membres du gouvernement à un parti politique, les empêche en effet d'être pleinement membres de l'équipe présidentielle. »

### M. Yves Guéna : nous, U.D.R., nous sommes respectueux de la Constitution

Interrogé, jeudi 26 août, sur la première chaîne de la télévision italienne (R.A.I.), M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a évoqué en ces termes les consultations entreprises par M. Barre pour constituer le gouvernement : « Sur ce point, je ne ferai pas de commentaires. Pourquoi ? Parce que nous, U.D.R., nous sommes respectueux de la Constitution. Cette dernière dit que le président de la République nomme le premier ministre, puis les ministres sur proposition du premier ministre. Il n'est donc pas question que je réunisse les instances de l'U.D.R. pour débiter, comme cela se faisait dans

d'autres partis sous les précédentes Républiques, sur le point de savoir si nous participons ou ne participons pas, si nous soutenons ou ne soutenons pas, si nous faut un ministre d'Etat ou deux ministres d'Etat. Ce sont des procédures tout à fait républicaines et dans lesquelles je ne veux pas tomber. »

### M. Ceyrac : je fais confiance aux qualités exceptionnelles de M. Barre pour surmonter les périls

« Je fais confiance aux qualités exceptionnelles de M. Barre pour surmonter les périls », a déclaré jeudi 26 août, au micro de France-Inter, M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français. Pour M. Ceyrac, la reprise de l'expansion se heurte actuellement à deux obstacles : la stagnation des investissements et l'inflation. Après avoir fait remarquer que la progression des prix industriels (7 % en un an) avait été moins forte que celle de la consommation des prix à la consommation (8,2 %), le président du C.N.P.F. a insisté sur la nécessité de mettre en place une politique de modération des hausses de revenus. « Nous devons nous placer dans le cadre de la compétition internationale. Que voyons-nous ? Les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, l'Angleterre, le Benelux, le Japon, ont des prévisions de hausses de prix qui se situent entre 4 et 5 % et des prévisions d'augmentation des charges salariales qui sont toujours inférieures à 10 %. Or, en France, l'augmentation des salaires a été pour la seule première semaine 1976 de plus de 8 %, ce qui nous laisse présager une pro-

gression de l'ordre de 15 % pour l'année, face à une augmentation des prix de l'ordre de 10 % ou d'un peu moins. Nous sommes complètement dépassés par rapport à nos principaux partenaires. C'est un fait qui doit être examiné avec beaucoup d'attention par tous les Français. Nous ne pouvons pas tout seul, faire l'impossible de ce que font les grands pays industriels. »

### le droit de tuer...

Tuez-moi docteur ! Parce qu'il a entendu ce cri, le docteur Armand Soubrion a écrit « UN COUP DE GRACE », un roman étonnant. Document qui annonce la future morale médicale. « UN COUP DE GRACE » est le suite de la célèbre série des « HOMMES EN BLANC » (2 millions d'ex.), Kail-Segep.

### M. Fabre : un gouvernement de transition

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui analysait, jeudi 26 août, dans une conférence de presse au siège de son parti, la situation politique après la démission du gouvernement, s'est étonné de « la violence qui a présidé à la rupture. »

Pour M. Fabre, les événements actuels constituent bien « un tournant » dans la mesure où l'on passe d'une dyarchie de fait à une sorte de présidentialisme monarchique. Il faudra bien un jour trancher ce problème, a-t-il précisé, et choisir entre le système présidentiel et l'équilibre des pouvoirs. Ce ne voit pas, dans le système actuel, comment un premier ministre de gauche pourrait exercer sa fonction. Du point de vue de l'alternance cela n'est pas satisfaisant. »

Après avoir exprimé son inquiétude face à « l'attaque » à laquelle le chef de l'Etat s'est livré contre les partis politiques et s'être demandé si cette mise en cause ne s'expliquait pas par « son amertume devant l'échec de son propre parti à se développer », M. Fabre a estimé indispensable, dans les circonstances présentes, la réunion du Parlement, en session extraordinaire.

Après avoir exprimé son inquiétude face à « l'attaque » à laquelle le chef de l'Etat s'est livré contre les partis politiques et s'être demandé si cette mise en cause ne s'expliquait pas par « son amertume devant l'échec de son propre parti à se développer », M. Fabre a estimé indispensable, dans les circonstances présentes, la réunion du Parlement, en session extraordinaire.

### M. Marchais : M. Giscard d'Estaing viole la constitution

M. Georges Marchais a répondu jeudi 26 août aux questions des journalistes de Radio-Montecarlo. Le secrétaire général du P.C. a notamment déclaré :

« En réalité, Raymond Barre ne sera rien d'autre que le secrétaire particulier de Valéry Giscard d'Estaing. C'est une accentuation de la présidentialisation du régime. »

que l'autre, mais c'est tout à fait marginal et masqué en fait l'essentiel : la redistribution des cartes au sein de la majorité pour essayer d'abuser l'opinion publique et poursuivre la même politique. »

## D'AUTRES PRISES DE POSITION

### MM. DOMINATI ET STASI : il n'y a pas changement de régime

Interrogés au cours du journal télévisé de 13 h, jeudi 26 août, MM. Jacques Dominati et Bernard Stasi, respectivement secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants et vice-président du Centre des démocrates sociaux, ont estimé que le changement de

premier ministre ne signifiait pas un changement de régime, et ne marquait pas un tournant. Pour M. Stasi, ce changement a été l'occasion d'affirmer une fois de plus la prédominance du président de la République. Elle est tout à fait dans la logique des institutions. En ce qui concerne l'élargissement de la majorité vers le centre-gauche, M. Dominati estime que c'est tout d'abord affirmer que

la majorité ce n'est pas une certaine représentation d'une coalition droite opposée à une coalition gauche. »

### LE PARTI RADICAL : confiance et sérénité

Le parti radical socialiste a rendu public jeudi 26 août la déclaration suivante : « Le parti radical-socialiste accueille avec confiance et sérénité la relance de l'action gouvernementale et le choix de M. Raymond Barre comme premier ministre. Il encourage avec satisfaction la détermination du chef de l'Etat de fonder la lutte contre l'inflation sur la poursuite d'une politique volontariste de réformes. »

Le parti radical-socialiste ne peut que se réjouir des efforts du président de la République pour élargir la majorité présidentielle et associer aux réformes en profondeur de la société française tous ceux qui, à gauche, restent attachés aux valeurs d'initiative et de liberté. »

● LE BUREAU EXECUTIF DU CENTRE DES DEMOCRATES SOCIAUX, réuni jeudi matin 26 août, sous la présidence de M. Jean Lecanuet, en présence de MM. André Fosset, Jacques Barrot et Pierre Méhaignerie, membres du gouvernement démissionnaire, a rendu public la déclaration suivante :

« Une politique de rigueur est nécessaire pour combattre l'inflation et défendre le franc. Elle sera comprise et acceptée par le pays si de nouveaux pas sont accomplis pour réduire les inégalités, notamment en faveur des personnes âgées et des familles. L'enjeu exige des choix clairs et courageux. La majorité présidentielle doit se mobiliser pour soutenir l'action du premier ministre. Le C.D.S. est prêt à s'y engager. »

● M. DUROCQ, président national des jeunes du Centre national des indépendants, a déclaré : « Je déplore que Jacques Chirac ait décidé de quitter ses fonctions dans des conditions peu conformes à l'esprit des institutions créées par le général de Gaulle, et je n'ai aucune raison de regretter son départ (...) »

● M. ERIC HINTERMANN, secrétaire général de la fédération des socialistes démocrates : « Le redressement suppose une discipline englobant les profits et les revenus non salariaux, ainsi qu'un véritable plan de suppression des injustices sociales. Le médian choisit est bon. Son succès dépend des remèdes qu'il adoptera, et ceux-ci devraient être à la fois économiques et sociaux. »

● M. GILBERT GRANDVAL, président de l'Union travailliste (gauche de gauche) : « Je déplore que Jacques Chirac ait décidé de quitter ses fonctions dans des conditions peu conformes à l'esprit des institutions créées par le général de Gaulle, et je n'ai aucune raison de regretter son départ (...) »

● M. ANDRÉ HENRY, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale : « La FEN ne saurait accepter que la lutte contre l'inflation soit le prétexte d'une nouvelle remise en cause du pouvoir d'achat des différentes catégories de travailleurs salariés et que, au nom d'une prétendue solidarité nationale, soit imposée une politique accrue d'austérité visant à réduire le niveau de vie de la population et les moyens de fonctionnement du service public à seule fin de dégrader les crédits nécessaires aux opérations financières des grandes entreprises. »

● LA PENSÉE NATIONALE (revue nationaliste) : « C'est tout acquis du gauchisme qui est traité en question, et l'effacement d'un technocrate, après celui de l'européiste Poncelet au secrétariat général de l'Elysée, est une nouvelle menace pour l'indépendance nationale (...) »

● La Pensée nationale, 4 bis, rue Antoine-Bourdelle, Paris (19).

il y a  
mille cinq cents ans  
le 28 août 476  
l'empire romain  
d'occident  
s'effondrait

## les éditions champ libre ont déjà publié:

Joseph Déjacque  
A Bas les Chefs !

F.H.A.R.

Rapport contre la Normalité

Guy Debord

La Société du Spectacle

Simon Levy

Les Habits Neufs du Président Mao

I.S.

La Véritable Scission dans l'Internationale

Baltazar Gracian

L'Homme de Cour

Michel Bakounine

Œuvres Complètes - en 14 volumes.

Vol. 1: L'Idée 1871-1872

La politique avec Mazzini

Vol. 2: L'Idée 1871-1872

La première Internationale en Italie

et le conflit avec Marx

Vol. 3: La question germano-slave

Le communisme d'Etat

August von Cieszkowski

Prolégomènes à l'Historiosophie

Internationale Situationniste

1958-1969

Recueil des 12 numéros de l'Internationale Situationniste dans le format original de la revue.

Censor

Véridique Rapport sur les Dernières

Chances de Sauver le Capitalisme en Italie

Jaime Semprin

Précis de Récupération

Carl von Clausewitz

Notes sur la Prusse dans

sa Grande Catastrophe - 1806

Jean-Pierre Voyer

Une Enquête sur la Nature et les Causes

de la Misère des Gens



40 rue de la Montagne Sainte-Geneviève - 75005 Paris







# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Le sentiment de l'étranger

Des Québécois en Hongrie, des Suisses aux États-Unis. Et nous, étrangers, tellement étrangers devant l'écran de TF1 : On arrive toujours dans une gare de l'Est, dit le sociologue à sa compagne, et il parle avec l'accent local.

« Faits divers », la série ethnopolicière de Michel Andrieu et François Martin, sur une idée de Pierre Dumayet, raconte l'histoire d'Attila, un jeune étudiant en médecine hongrois rejeté par sa communauté, un village socialiste, à cause de sa mauvaise conduite. « Une Amérique bien tranquille », reportage de Jean-Jacques Lagrange, pour la télévision suisse, décrit au quotidien l'existence des habitants de Hays et du Kansas.

Regardez qui se croisent : les conditions de « Faits divers » jouent sur le registre du naturel. Ce sont des réponses à des interviews plutôt que des dialogues. L'argument de l'épisode est d'ailleurs authentique : les reporters de la S.S.R., en revanche, pour accentuer l'impression d'unicité produite par l'existence de ces Américains sans histoire, ne questionnent pas leurs interlocuteurs, ils les font monologuer.

« Je m'appelle Schwartz, j'ai quarante-quatre ans, mon grand-père est arrivé aux États-Unis en 1905 », tandis qu'une voix féminine décline posément les « particularités du jour » publiées par le journal régional réalisé en photocomposition ou diffusées par la radio locale qu'anime un speaker Protée sorti tout droit du film American Graffiti. Contraction du temps, répétition de situations qui crée un effet de fiction. Elle est destinée, cette fiction, à symboliser l'identité.

Pour aborder un sujet, diraient Sherlock Holmes et Jean-Luc Godard, trouver l'angle : si le fait divers introduit la vie quotidienne, la description par le montage d'une vie quotidienne invite forcément à autre chose.

La mort d'Eve, la villageoise un peu tarouche tombée accidentellement du haut d'une falaise, désigne le reste des actes mis en scène par « Faits divers » comme le reflet d'une vie normale ; à l'inverse, le spectacle d'Américains au volant, au travail, à l'église, au club, appelle l'imagination à supposer derrière cette « normale » connue d'ennui une violence. Pourtant les statistiques affirment : pas

de meurtre l'an passé à Hays, et dans la prison de la ville, conforme aux normes fédérales, il n'y a que quatre détenus, trois émissions de chèques sans provision et une conduite en état d'ivresse. Alors ?

Alors, il ne faut pas oublier que les images aussi ont un passé. Cette Amérique-là, on la voit à travers le filtre d'autres images de l'Amérique imprimées sur la pellicule — et dans les esprits — par le cinéma et par la télévision. Consciemment ou non, la caméra de Jean-Jacques Lagrange a collecté des réminiscences. Celui-ci sort tout droit de Peyton Place, celui-là de la Dernière Séance de Peter Bogdanovich, cette jeune femme vient des Gens de la pluie de Francis Ford Coppola, et la scène de la drague dans Main Street, c'est de nouveau American Graffiti de George Lukas.

Par le biais d'Hollywood, on prête à ces gens sans histoire une histoire. Mais qui leur donnera le temps de raconter la leur ? La fiction sans doute. Le détournement. Sinon la communication tournerait à l'enquête policière.

MARTIN EVEN.

## VENDREDI 27 AOUT

### CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Bon week-end, monsieur Benoit », d'A. Watkin. Avec D. Grey, H. Guisot, R. Henry.

22 h. 55. Journal.

### CHAÎNE II : A2

20 h. 30 (R.). Feuilleton : Molière pour rire et pour pleurer, de J. Aurouché et P. Bont, réal. M. Camus, avec J.-P. Derras, C. Cellier, G. Descrières. 21 h. 35. Magazine littéraire : Ah ! Vous écrivez, de B. Pivot.

Avec la participation de P. Schoendoerffer (« La Crabe-tambour »), A. Sili (« Roman-roman ») et P.-J. Remy (« La Figure de pierre »).

22 h. 40. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Série : Erreurs judiciaires (Faux témoignage) de D. de la Patellière et R. Floriot. 20 h. 55. Documentaire : Ballade irlandaise, de H. Roanne et G. Valet. 21 h. 45. Festival de jazz à Antibes-Juan-les-Pins.

22 h. 30. Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h. 55. Dvorak, ou l'amour de la patrie, par E. Chavaley. 22 h. 30 (R.). Entretiens avec André Gide, par J. Amrouche. 22 h. 55. Radio-Cri.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Ne la retourne pas, j'ai l'impression qu'on nous suit. 20 h. 30. Prologue au concert. 21 h. En direct du Festival Bach de Berlin, avec W. Schniederman, violoniste, dir. H. Winckermann. « Concerto brunoebourgeois » : Concerto pour violon et coros, « Partita pour violon seul », Ouverture en ré majeur. 22 h. Jazz-forum. 24 h. E. Perle, colosse spargé ; 1 h. Programme interrompu jusqu'à 7 h.

## SAMEDI 28 AOUT

### CHAÎNE I : TF1

12 h. 30. Programme interrompu... à 14 h. 15. Samedi est à vous. 20 h. 30. Variétés : Enrico Macias à l'Olympia. 21 h. 35. Série : Matt Helm (L'altimètre de la mort). 22 h. 25. Portrait : A bout portant. P. Préboist. 23 h. 30. Journal.

### CHAÎNE II : A2

15 h. Programme interrompu... à 18 h. 25. Caméra au poing. 20 h. 30. Théâtre : « Adieu prudences », de L. Stevens. Réal. J. Cohen, avec : M. Boudet, H. Garcin.

Une allumette suédoise débarque chez un couple parfait. Adapté de l'anglais par Baril et Gredy.

22 h. 30. Variétés ; 22 h. 55. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

20 h. Magazine de la mer : Thalassa. 21 h. Portrait : Rodolph Valentino, de M. Shavelson, avec F. Negro. La vie, les triomphes et les échecs de Rodolph Valentino, retraçés dans un film où se mêlent la traversée du désert, l'hero-Valentino et des documents d'époque.

22 h. Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h. Soirée fantastique : « Bertie le Faust », de W. Tem ; à 21 h. 25, « Le Septième Voyage », de Schackley ; 22 h. La fuge du samedi, ou mi-juge mi-ratatin.

### FRANCE-MUSIQUE

21 h. Festival de Saintour : régal de Roder (Schubert), avec G. Janowitz et J. Ganga, piano ; 22 h. Les opéras de Jancsó : « Le Voyage de Monsieur Brochard », présentation de M. Zunder ; 22 h. 30. Instruments rares ; 23 h. 30. Disques.

## DIMANCHE 29 AOUT

### CHAÎNE I : TF1

12 h. Programme interrompu... à 17 h. 35. Téléfilm : « Ballade pour des diamants ». 20 h. 30. Film : « Le Sous-marin de l'apocalypse » d'I. Allen (1961). Avec W. Pidgeon, J. Fontaine, E. Eden, P. Loria, R. Sterling. 22 h. 15. Essai : Au rendez-vous des ancêtres, de G. Guillaume ; 23 h. 5. Journal.

### CHAÎNE II : A2

15 h. Programme interrompu... à 15 h. 10. Téléfilm : « Le Mystère sur le vol 502 ». 20 h. 30. Jeux sans frontières : Leeds (Grande-Bretagne) ; 22 h. (R.). Feuilleton : La dynastie des Forsyte (Le défi) ; 22 h. 40. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 5. Pour les jeunes : Les animaux chez eux ; 20 h. 30. Essai : Sur et sous la commu-

nication, de J.-L. Godard et A.-M. Mieville (« Avant et après »). 22 h. 30. Cinéma de minuit, cycle Jean-Renoir : « La vie est à nous » (1936). Avec J. Desté, J. Brunius, S. Guisot, P. Unik, M. Solano (N.).

### FRANCE-CULTURE

20 h. La Comédie-Française présente : « La Force enfantine de la vie du drague », de Velle-Iselin ; 20 h. Les opéras de Jancsó : « Le Voyage de Monsieur Brochard », présentation de M. Zunder ; 22 h. 30. Instruments rares ; 23 h. 30. Disques.

### FRANCE-MUSIQUE

21 h. En direct de Berlin, 5<sup>e</sup> festival Bach, régal de piano Tatjana Nikolajeva ; « Partita n° 4 en ré majeur », BWV 828 ; « Variations Goldberg », BWV 998 ; 22 h. Cycle de musique de chambre : Joseph Haydn ; 24 h. Miles Media ; 1 h. A la nuit : programme interrompu jusqu'à 7 h.

## SPORTS

### CINQ CONTRÔLES ANTIDOPAGE POSITIFS AUX JEUX OLYMPIQUES

Londres. — Le deuxième examen de prélèvement d'urine des athlètes présents à Montréal a confirmé, pour cinq d'entre eux, l'emploi de stéroïdes anabolisants. Les athlètes concernés sont le Bulgare Khrstov, médaillé d'or des poids lourds ; le Polonais Kaczmarek, médaillé d'or des légers ; le Bulgare Blakoev, médaillé d'argent des poids légers ; l'Américain Grippaldi chez les mi-lourds, et le Suédois Norberg chez les plumes.

M. Oscar State, secrétaire de la Fédération internationale d'haltérophilie, estimant, le 28 août à Londres, que cette découverte devrait entraîner leur disqualification automa-

tique, d'après les règlements fédéraux. Toutefois, le comité exécutif de cette fédération devra confirmer cette sanction lors de sa prochaine réunion, au mois d'octobre, à Barcelone.

Pour la « restitution » des trois médailles olympiques, le comité exécutif du Comité international olympique prendra sa décision au cours de sa prochaine réunion, à Budapest, au mois de novembre. Si ces déclarations étaient confirmées, et c'est fort probable, le Français Daniel Senet, médaillé de bronze dans la catégorie des légers, deviendrait ainsi médaillé d'argent. — (A.F.P.)

### D'UN SPORT À L'AUTRE...

HIPPISME. — Le Prix de Cambrai, disputé le 26 août à Vincennes et réservé pour les poulains couplés gagnant et quarté, a été gagné par Eole Grandchamp, suivi d'Elbo, d'Euryblade et d'Exilis. La combinaison gagnante est 14-10-8-12.

JUDO. — La France a été désignée pour organiser les championnats du monde 1979.

VOILE. — Comme il l'avait déjà fait dans les deux premières régates de la mini Ton-Cup disputées à La Rochelle, le Français Patrick Phelippon (l'Effraie) s'est imposé dans la troisième, le 26 août. Au classement général, il précède Eric Ancolet (Jaunac) et Bruno Cherret (Brusl).

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.08.76 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 27 août à 0 heures et le samedi 28 août à 24 heures :

Circulant en bordure méridionale des hautes pressions du nord de l'Europe, l'air frais venant de Scandinavie progressera vers le Nord-Est à travers la France. Samedi 28 août, cet air frais, assez humide, recouvrira dès le matin la moitié nord du pays, puis il gagnera le Bassin aquitain et les régions avoisinantes où le front froid donnera des précipitations orageuses assez abondantes. Sous l'influence de cette nouvelle masse d'air, le temps deviendra variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Quelques averses auront lieu sur le Nord-Est, le Nord, le Bassin parisien et la Bretagne, dans un flux de secteur nord-est modéré dans l'intérieur, assez fort par moments sur les côtes. D'autre part, l'activité orageuse s'accentuera sur les régions méditerranéenne et le sud du Massif central, où de violents orages sont à craindre. Dans la plupart des régions, les températures seront en baisse.

Vendredi 27 août, à 8 heures, la pression atmosphérique séduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1018,8 millibars soit 764,1 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre

PRÉVISIONS POUR LE 28-8-76 DÉBUT DE MATINÉE



Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 août : le second, le minimum de la nuit du 26 au 27 : le troisième, le minimum du 27 au 28 : le quatrième, le maximum du 27 au 28 : le cinquième, le minimum du 28 au 29 : le sixième, le maximum du 28 au 29 : le septième, le minimum du 29 au 30 : le huitième, le maximum du 29 au 30 : le neuvième, le minimum du 30 au 31 : le dixième, le maximum du 30 au 31 : le onzième, le minimum du 31 au 1<sup>er</sup> septembre : le douzième, le maximum du 1<sup>er</sup> au 2 septembre : le treizième, le minimum du 2 au 3 septembre : le quatorzième, le maximum du 3 au 4 septembre : le quinzième, le minimum du 4 au 5 septembre : le seizième, le maximum du 5 au 6 septembre : le dix-septième, le minimum du 6 au 7 septembre : le dix-huitième, le maximum du 7 au 8 septembre : le dix-neuvième, le minimum du 8 au 9 septembre : le vingtième, le maximum du 9 au 10 septembre : le vingt-et-unième, le minimum du 10 au 11 septembre : le vingt-deuxième, le maximum du 11 au 12 septembre : le vingt-troisième, le minimum du 12 au 13 septembre : le vingt-quatrième, le maximum du 13 au 14 septembre : le vingt-cinquième, le minimum du 14 au 15 septembre : le vingt-sixième, le maximum du 15 au 16 septembre : le vingt-septième, le minimum du 16 au 17 septembre : le vingt-huitième, le maximum du 17 au 18 septembre : le vingt-neuvième, le minimum du 18 au 19 septembre : le trentième, le maximum du 19 au 20 septembre : le trente-et-unième, le minimum du 20 au 21 septembre : le trente-deuxième, le maximum du 21 au 22 septembre : le trente-troisième, le minimum du 22 au 23 septembre : le trente-quatrième, le maximum du 23 au 24 septembre : le trente-cinquième, le minimum du 24 au 25 septembre : le trente-sixième, le maximum du 25 au 26 septembre : le trente-septième, le minimum du 26 au 27 septembre : le trente-huitième, le maximum du 27 au 28 septembre : le trente-neuvième, le minimum du 28 au 29 septembre : le quarantième, le maximum du 29 au 30 septembre : le quarantième, le minimum du 30 au 1<sup>er</sup> octobre : le quarantième, le maximum du 1<sup>er</sup> au 2 octobre : le quarantième, le minimum du 2 au 3 octobre : le quarantième, le maximum du 3 au 4 octobre : le quarantième, le minimum du 4 au 5 octobre : le quarantième, le maximum du 5 au 6 octobre : le quarantième, le minimum du 6 au 7 octobre : le quarantième, le maximum du 7 au 8 octobre : le quarantième, le minimum du 8 au 9 octobre : le quarantième, le maximum du 9 au 10 octobre : le quarantième, le minimum du 10 au 11 octobre : le quarantième, le maximum du 11 au 12 octobre : le quarantième, le minimum du 12 au 13 octobre : le quarantième, le maximum du 13 au 14 octobre : le quarantième, le minimum du 14 au 15 octobre : le quarantième, le maximum du 15 au 16 octobre : le quarantième, le minimum du 16 au 17 octobre : le quarantième, le maximum du 17 au 18 octobre : le quarantième, le minimum du 18 au 19 octobre : le quarantième, le maximum du 19 au 20 octobre : le quarantième, le minimum du 20 au 21 octobre : le quarantième, le maximum du 21 au 22 octobre : le quarantième, le minimum du 22 au 23 octobre : le quarantième, le maximum du 23 au 24 octobre : le quarantième, le minimum du 24 au 25 octobre : le quarantième, le maximum du 25 au 26 octobre : le quarantième, le minimum du 26 au 27 octobre : le quarantième, le maximum du 27 au 28 octobre : le quarantième, le minimum du 28 au 29 octobre : le quarantième, le maximum du 29 au 30 octobre : le quarantième, le minimum du 30 au 31 octobre : le quarantième, le maximum du 31 au 1<sup>er</sup> novembre : le quarantième, le minimum du 1<sup>er</sup> au 2 novembre : le quarantième, le maximum du 2 au 3 novembre : le quarantième, le minimum du 3 au 4 novembre : le quarantième, le maximum du 4 au 5 novembre : le quarantième, le minimum du 5 au 6 novembre : le quarantième, le maximum du 6 au 7 novembre : le quarantième, le minimum du 7 au 8 novembre : le quarantième, le maximum du 8 au 9 novembre : le quarantième, le minimum du 9 au 10 novembre : le quarantième, le maximum du 10 au 11 novembre : le quarantième, le minimum du 11 au 12 novembre : le quarantième, le maximum du 12 au 13 novembre : le quarantième, le minimum du 13 au 14 novembre : le quarantième, le maximum du 14 au 15 novembre : le quarantième, le minimum du 15 au 16 novembre : le quarantième, le maximum du 16 au 17 novembre : le quarantième, le minimum du 17 au 18 novembre : le quarantième, le maximum du 18 au 19 novembre : le quarantième, le minimum du 19 au 20 novembre : le quarantième, le maximum du 20 au 21 novembre : le quarantième, le minimum du 21 au 22 novembre : le quarantième, le maximum du 22 au 23 novembre : le quarantième, le minimum du 23 au 24 novembre : le quarantième, le maximum du 24 au 25 novembre : le quarantième, le minimum du 25 au 26 novembre : le quarantième, le maximum du 26 au 27 novembre : le quarantième, le minimum du 27 au 28 novembre : le quarantième, le maximum du 28 au 29 novembre : le quarantième, le minimum du 29 au 30 novembre : le quarantième, le maximum du 30 au 1<sup>er</sup> décembre : le quarantième, le minimum du 1<sup>er</sup> au 2 décembre : le quarantième, le maximum du 2 au 3 décembre : le quarantième, le minimum du 3 au 4 décembre : le quarantième, le maximum du 4 au 5 décembre : le quarantième, le minimum du 5 au 6 décembre : le quarantième, le maximum du 6 au 7 décembre : le quarantième, le minimum du 7 au 8 décembre : le quarantième, le maximum du 8 au 9 décembre : le quarantième, le minimum du 9 au 10 décembre : le quarantième, le maximum du 10 au 11 décembre : le quarantième, le minimum du 11 au 12 décembre : le quarantième, le maximum du 12 au 13 décembre : le quarantième, le minimum du 13 au 14 décembre : le quarantième, le maximum du 14 au 15 décembre : le quarantième, le minimum du 15 au 16 décembre : le quarantième, le maximum du 16 au 17 décembre : le quarantième, le minimum du 17 au 18 décembre : le quarantième, le maximum du 18 au 19 décembre : le quarantième, le minimum du 19 au 20 décembre : le quarantième, le maximum du 20 au 21 décembre : le quarantième, le minimum du 21 au 22 décembre : le quarantième, le maximum du 22 au 23 décembre : le quarantième, le minimum du 23 au 24 décembre : le quarantième, le maximum du 24 au 25 décembre : le quarantième, le minimum du 25 au 26 décembre : le quarantième, le maximum du 26 au 27 décembre : le quarantième, le minimum du 27 au 28 décembre : le quarantième, le maximum du 28 au 29 décembre : le quarantième, le minimum du 29 au 30 décembre : le quarantième, le maximum du 30 au 31 décembre : le quarantième, le minimum du 31 au 1<sup>er</sup> janvier : le quarantième, le maximum du 1<sup>er</sup> au 2 janvier : le quarantième, le minimum du 2 au 3 janvier : le quarantième, le maximum du 3 au 4 janvier : le quarantième, le minimum du 4 au 5 janvier : le quarantième, le maximum du 5 au 6 janvier : le quarantième, le minimum du 6 au 7 janvier : le quarantième, le maximum du 7 au 8 janvier : le quarantième, le minimum du 8 au 9 janvier : le quarantième, le maximum du 9 au 10 janvier : le quarantième, le minimum du 10 au 11 janvier : le quarantième, le maximum du 11 au 12 janvier : le quarantième, le minimum du 12 au 13 janvier : le quarantième, le maximum du 13 au 14 janvier : le quarantième, le minimum du 14 au 15 janvier : le quarantième, le maximum du 15 au 16 janvier : le quarantième, le minimum du 16 au 17 janvier : le quarantième, le maximum du 17 au 18 janvier : le quarantième, le minimum du 18 au 19 janvier : le quarantième, le maximum du 19 au 20 janvier : le quarantième, le minimum du 20 au 21 janvier : le quarantième, le maximum du 21 au 22 janvier : le quarantième, le minimum du 22 au 23 janvier : le quarantième, le maximum du 23 au 24 janvier : le quarantième, le minimum du 24 au 25 janvier : le quarantième, le maximum du 25 au 26 janvier : le quarantième, le minimum du 26 au 27 janvier : le quarantième, le maximum du 27 au 28 janvier : le quarantième, le minimum du 28 au 29 janvier : le quarantième, le maximum du 29 au 30 janvier : le quarantième, le minimum du 30 au 31 janvier : le quarantième, le maximum du 31 au 1<sup>er</sup> février : le quarantième, le minimum du 1<sup>er</sup> au 2 février : le quarantième, le maximum du 2 au 3 février : le quarantième, le minimum du 3 au 4 février : le quarantième, le maximum du 4 au 5 février : le quarantième, le minimum du 5 au 6 février : le quarantième, le maximum du 6 au 7 février : le quarantième, le minimum du 7 au 8 février : le quarantième, le maximum du 8 au 9 février : le quarantième, le minimum du 9 au 10 février : le quarantième, le maximum du 10 au 11 février : le quarantième, le minimum du 11 au 12 février : le quarantième, le maximum du 12 au 13 février : le quarantième, le minimum du 13 au 14 février : le quarantième, le maximum du 14 au 15 février : le quarantième, le minimum du 15 au 16 février : le quarantième, le maximum du 16 au 17 février : le quarantième, le minimum du 17 au 18 février : le quarantième, le maximum du 18 au 19 février : le quarantième, le minimum du 19 au 20 février : le quarantième, le maximum du 20 au 21 février : le quarantième, le minimum du 21 au 22 février : le quarantième, le maximum du 22 au 23 février : le quarantième, le minimum du 23 au 24 février : le quarantième, le maximum du 24 au 25 février : le quarantième, le minimum du 25 au 26 février : le quarantième, le maximum du 26 au 27 février : le quarantième, le minimum du 27 au 28 février : le quarantième, le maximum du 28 au 29 février : le quarantième, le minimum du 29 au 30 février : le quarantième, le maximum du 30 au 1<sup>er</sup> mars : le quarantième, le minimum du 1<sup>er</sup> au 2 mars : le quarantième, le maximum du 2 au 3 mars : le quarantième, le minimum du 3 au 4 mars : le quarantième, le maximum du 4 au 5 mars : le quarantième, le minimum du 5 au 6 mars : le quarantième, le maximum du 6 au 7 mars : le quarantième, le minimum du 7 au 8 mars : le quarantième, le maximum du 8 au 9 mars : le quarantième, le minimum du 9 au 10 mars : le quarantième, le maximum du 10 au 11 mars : le quarantième, le minimum du 11 au 12 mars : le quarantième, le maximum du 12 au 13 mars : le quarantième, le minimum du 13 au 14 mars : le quarantième, le maximum du 14 au 15 mars : le quarantième, le minimum du 15 au 16 mars : le quarantième, le maximum du 16 au 17 mars : le quarantième, le minimum du 17 au 18 mars : le quarantième, le maximum du 18 au 19 mars : le quarantième, le minimum du 19 au 20 mars : le quarantième, le maximum du 20 au 21 mars : le quarantième, le minimum du 21 au 22 mars : le quarantième, le maximum du 22 au 23 mars : le quarantième, le minimum du 23 au 24 mars : le quarantième, le maximum du 24 au 25 mars : le quarantième, le minimum du 25 au 26 mars : le quarantième, le maximum du 26 au 27 mars : le quarantième, le minimum du 27 au 28 mars : le quarantième, le maximum du 28 au 29 mars : le quarantième, le minimum du 29 au 30 mars : le quarantième, le maximum du 30 au 31 mars : le quarantième, le minimum du 31 au 1<sup>er</sup> avril : le quarantième, le maximum du 1<sup>er</sup> au 2 avril : le quarantième, le minimum du 2 au 3 avril : le quarantième, le maximum du 3 au 4 avril : le quarantième, le minimum du 4 au 5 avril : le quarantième, le maximum du 5 au 6 avril : le quarantième, le minimum du 6 au 7 avril : le quarantième, le maximum du 7 au 8 avril : le quarantième, le minimum du 8 au 9 avril : le quarantième, le maximum du 9 au 10 avril : le quarantième, le minimum du 10 au 11 avril : le quarantième, le maximum du 11 au 12 avril : le quarantième, le minimum du 12 au 13 avril : le quarantième, le maximum du 13 au 14 avril : le quarantième, le minimum du 14 au 15 avril : le quarantième, le maximum du 15 au 16 avril : le quarantième, le minimum du 16 au 17 avril : le quarantième, le maximum du 17 au 18 avril : le quarantième, le minimum du 18 au 19 avril : le quarantième, le maximum du 19 au 20 avril : le quarantième, le minimum du 20 au 21 avril : le quarantième, le maximum du 21 au 22 avril : le quarantième, le minimum du 22 au 23 avril : le quarantième, le maximum du 23 au 24 avril : le quarantième, le minimum du 24 au 25 avril : le quarantième, le maximum du 25 au 26 avril : le quarantième, le minimum du 26 au 27 avril : le quarantième, le maximum du 27 au 28 avril : le quarantième, le minimum du 28 au 29 avril : le quarantième, le maximum du 29 au 30 avril : le quarantième, le minimum du 30 au 1<sup>er</sup> mai : le quarantième, le maximum du 1<sup>er</sup> au 2 mai : le quarantième, le minimum du 2 au 3 mai : le quarantième, le maximum du 3 au 4 mai : le quarantième, le minimum du 4 au 5 mai : le quarantième, le maximum du 5 au 6 mai : le quarantième, le minimum du 6 au 7 mai : le quarantième, le maximum du 7 au 8 mai : le quarantième, le minimum du 8 au 9 mai : le quarantième, le maximum du 9 au 10 mai : le quarantième, le minimum du 10 au 11 mai : le quarantième, le maximum du 11 au 12 mai : le quarantième, le minimum du 12 au 13 mai : le quarantième, le maximum du 13 au 14 mai : le quarantième, le minimum du 14 au 15 mai : le quarantième, le maximum du 15 au 16 mai : le quarantième, le minimum du 16 au 17 mai : le quarantième, le maximum du 17 au 18 mai : le quarantième, le minimum du 18 au 19 mai : le quarantième, le maximum du 19 au 20 mai : le quarantième, le minimum du 20 au 21 mai : le quarantième, le maximum du 21 au 22 mai : le quarantième, le minimum du 22 au 23 mai : le quarantième, le maximum du 23 au 24 mai : le quarantième, le minimum du 24 au 25 mai : le quarantième, le maximum du 25 au 26 mai : le quarantième, le minimum du 26 au 27 mai : le quarantième, le maximum du 27 au 28 mai : le quarantième, le minimum du 28 au 29 mai : le quarantième, le maximum du 29 au 30 mai : le quarantième, le minimum du 30 au 31 mai : le quarantième, le maximum du 31 au 1<sup>er</sup> juin : le quarantième, le minimum du 1<sup>er</sup> au 2 juin : le quarantième, le maximum du 2 au 3 juin : le quarantième, le minimum du 3 au 4 juin : le quarantième, le maximum du 4 au 5 juin : le quarantième, le minimum du 5 au 6 juin : le quarantième, le maximum du 6 au 7 juin : le quarantième, le minimum du 7 au 8 juin : le quarantième, le maximum du 8 au 9 juin : le quarantième, le minimum du 9 au 10 juin : le quarantième, le maximum du 10 au 11 juin : le quarantième, le minimum du 11 au 12 juin : le quarantième, le maximum du 12 au 13 juin : le quarantième, le minimum du 13 au 14 juin : le quarantième, le maximum du 14 au 15 juin : le quarantième, le minimum du 15 au 16 juin : le quarantième, le maximum du 16 au 17 juin : le quarantième, le minimum du 17 au 18 juin : le quarantième, le maximum du 18 au 19 juin : le quarantième, le minimum du 19 au 20 juin : le quarantième, le maximum du 20 au 21 juin : le quarantième, le minimum du 21 au 22 juin : le quarantième, le maximum du 22 au 23 juin : le quarantième, le minimum du 23 au 24 juin : le quarantième, le maximum du 24 au 25 juin : le quarantième, le minimum du 25 au 26 juin : le quarantième, le maximum du 26 au 27 juin : le quarantième, le minimum du 27 au 28 juin : le quarantième, le maximum du 28 au 29 juin : le quarantième, le minimum du 29 au 30 juin : le quarantième, le maximum du 30 au 1<sup>er</sup> juillet : le quarantième, le minimum du 1<sup>er</sup> au 2 juillet : le quarantième, le maximum du 2 au 3 juillet : le quarantième, le minimum du 3 au 4 juillet : le quarantième, le maximum du 4 au 5 juillet : le quarantième, le minimum du 5 au 6 juillet : le quarantième, le maximum du 6 au 7 juillet : le quarantième, le minimum du 7 au 8 juillet : le quarantième, le maximum du 8 au 9 juillet : le quarantième, le minimum du 9 au 10 juillet : le quarantième, le maximum du 10 au 11 juillet : le quarantième, le minimum du 11 au 12 juillet : le quarantième, le maximum du 12 au 13 juillet : le quarantième, le minimum du 13 au 14 juillet : le quarantième, le maximum du 14 au 15 juillet : le quarantième, le minimum du 15 au 16 juillet : le quarantième, le maximum du 16 au 17 juillet : le quarantième, le minimum du 17 au 18 juillet : le quarantième, le maximum du 18 au 19 juillet : le quarantième, le minimum du 19 au 20 juillet : le quarantième, le maximum du 20 au 21 juillet : le quarantième, le minimum du 21 au 22 juillet : le quarantième, le maximum du 22 au 23 juillet : le quarantième, le minimum du 23 au 24 juillet : le quarantième, le maximum du 24 au 25 juillet : le quarantième, le minimum du 25 au 26 juillet : le quarantième, le maximum du 26 au 27 juillet : le quarantième, le minimum du 27 au 28 juillet : le quarantième, le maximum du 28 au 29 juillet : le quarantième, le minimum du 29 au 30 juillet : le quarantième, le maximum du 30 au 31 juillet : le quarantième, le minimum du 31 au 1<sup>er</sup> août : le quarantième, le maximum du 1<sup>er</sup> au 2 août : le quarantième, le minimum du 2 au 3 août : le quarantième, le maximum du 3 au 4 août : le quarantième, le minimum du 4 au 5 août : le quarantième, le maximum du 5 au 6 août : le quarantième, le minimum du 6 au 7 août : le quarantième, le maximum du 7 au 8 août : le quarantième, le minimum du 8 au 9 août : le quarantième, le maximum du 9 au 10 août : le quarantième, le minimum du 10 au 11 août : le quarantième, le maximum du 11 au 12 août : le quarantième, le minimum du 12 au 13 août : le quarantième, le maximum du 13 au 14 août : le quarantième, le minimum du 14 au 15 août : le quarantième, le maximum du 15 au 16 août : le quarantième, le minimum du 16 au 17 août : le quarantième, le maximum du 17 au 18 août : le quarantième, le minimum du 18 au 19 août : le quarantième, le maximum du 19 au 20 août : le quarantième, le minimum du 20









## En descendant des Vosges

# Gaie la rentrée

# Maison

## DES MEUBLES SUR LES PLANCHES

# GIBECIÈRES

## Philatélie

Address \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
**hair international**  
 502, Ecclestone Rd., Sheffield, G. B.  
 L.M. 27/8/76

# Cuisine 1

## LECLERC OUVERT

Un troisième magasin. "Cuisine 1" vient de s'ouvrir au 46, avenue du Général de Gaulle dans le quartier de la sortie du métro Mouton-Duvernet. Comme ceux de Rivoli et Rosny 2° Il offre, sur 500 m<sup>2</sup>, le 1<sup>er</sup> panorama complet de la cuisine installée : tous les genres de meubles de styles, rustique et contemporain, toutes les possibilités d'équipements intérieurs, toutes les solutions de cuisson, conservation, lavage, aération, etc., par appareils intégrés. Présentes en 30 ensembles-modèles, en permanence, en un seul lieu, toutes les possibilités de la cuisine engrent la création et l'installation d'une cuisine qui doit être telle que sa propriétaire a raison de la vouloir, c'est-à-dire unique. A visiter librement comme un "catalogue" réel où tout se voit et se touche puis se choisit : "sur place" avant que le bureau d'études central "Cuisine 1" n'intervienne.

\* 37, rue de Rivoli (4<sup>e</sup>) entre Hôtel de Ville et Châtelet ; Centre Commercial de Rosny 2 (93).

## Photo-cinéma

# CHANGEMENT D'OBJECTIFS

LES objectifs fabriqués par les constructeurs d'appareils photographiques 24x36 — Nikon, Canon, Olympus, Leica, Minolta, — ne sont pas les seuls parmi lesquels peuvent choisir les amateurs. Il existe des objectifs qui s'adaptent

très bien à la plupart des 24x36 reflex, objectifs conçus par des opticiens industriels : Soligor, Vivitar, Tamron... Ces opticiens ont la particularité de ne pas fabriquer d'appareils.

Ces objectifs se montent sur des appareils de marques différentes. Ils les disposent de fixation (patronnets, vis) au pas de 42 mm, ni les commandes de couplage (présélection automatique du diaphragme, ergot de programmation du posemètre pour

permettre la mesure de l'exposition à grande ouverture, commande du diaphragme lorsque celui-ci est réglé par la cellule sur un appareil automatique) n'étant pas standardisés. Il a fallu que ces constructeurs créent trois systèmes de monture pour répondre à tous les besoins.

● **Montures monobloc.** — C'est le système classique. Il oblige le fabricant à réaliser sa gamme d'objectifs dans la monture propre à chacun des appareils photographiques existants. Pratiquement, les constructeurs qui ont choisi cette formule ne proposent d'objectifs que pour les marques de boîtiers les plus demandées. Ces objectifs possèdent généralement la présélection automatique du diaphragme, la mesure de l'exposition à pleine ouverture et le couplage diaphragme-cellule lorsqu'ils sont destinés aux appareils automatiques. Plus rarement sont proposés des objectifs à présélection manuelle du diaphragme. Ce sont alors des optiques bon marché ou bien des objectifs spéciaux, notamment des très longues focales.

● **Objectifs à monture universelle sans couplage** (souvent désignés par les références T, T2, ou Z). — Les objectifs ne sont plus alors proposés que dans une seule monture ; mais celle-ci comporte un bague arrière amovible et interchangeable. Le fabricant offre autant de bagues qu'il existe de systèmes de fixation aux boîtiers (Canon, Nikon, Olympus, etc.). La formule est avantageuse. Elle permet d'augmenter le nombre des objectifs fabriqués avec une même monture puisqu'ils sont proposés pour toutes les marques d'appareils. Le prix de revient s'en trouve diminué. Quant aux photographes, ils peuvent les employer sur divers boîtiers en montant la bague arrière correspondante. Il en est de même, en cas de changement d'appareil, les boîtiers restant utilisables sur le nouveau matériel simplement avec une nouvelle bague.

Ce premier groupe d'optiques

pour tous boîtiers est le plus simple. Les objectifs ne comportent ni la présélection automatique du diaphragme, ni le couplage au posemètre. Ce sont donc les moins coûteux.

● **Objectifs à monture universelle avec tous couplages** (souvent désignés par les références T4, YS ou TX). — Le système de monture est le même que celui du groupe précédent et comporte donc une bague arrière amovible. Mais, cette fois, la bague conserve la présélection automatique du diaphragme, comporte le couplage au posemètre avec les appareils automatiques et permet la mesure à pleine ouverture. Quelques objectifs possèdent, en outre, un couplage du diaphragme à la commande de la distance qui permet le réglage automatique au flash. D'autres sont équipés d'un dispositif de débarrasage de la présélection du diaphragme qui autorise le contrôle de la profondeur de champ sur le dépoli de visée.

Ces objectifs produits parallèlement à ceux des grandes marques d'appareils se multiplient sur le marché, où ils obtiennent un réel succès. A cela, on peut donner deux raisons principales, l'une technique, l'autre financière.

An plan technique, les opticiens proposent souvent des objectifs qui n'existent pas dans l'éventail du fabricant du boîtier. Cela est de plus en plus vrai. Certains constructeurs d'objectifs universels réalisent des gammes de zooms et même de macro-zooms, des objectifs « macro » (pour opérer de très près), des objectifs compacts et très lumineux. On peut observer, à l'inverse, que l'objectif normal de 50 millimètres n'est presque jamais proposé en optique universelle, car il est généralement acquis avec le boîtier de la même marque.

Le prix de ces optiques, d'autre part, est souvent plus bas que celui des objectifs de la marque du boîtier. La différence est par-

ticulièrement grande en très longues focales et en zooms. Elle est plus limitée ou nulle avec les focales courtes ou moyennes. Toutefois, même dans ce cas, la comparaison est parfois à l'avantage de l'objectif universel dès lors que, à prix égal avec l'objectif de la marque du boîtier, il offre une plus grande ouverture ou une mise au point rapprochée.

Reste l'épineuse question de la qualité. L'extrême diversité des

fabrications ne permet pas de réponses simples. Indiquons que, à quelques exceptions près, les objectifs des grandes marques sont les meilleurs : Leica, Nikon, Canon, Minolta, Asahi, Olympus, Minolta, Zeiss. Ces objectifs sont aussi plus coûteux. La différence de qualité est souvent grande en courtes et moyennes focales et un peu moins marquée en longues focales.

Pour ce qui concerne les autres modèles, il n'est pas possible de

donner d'informations précises, l'avantage allant tantôt à l'objectif de la marque de l'appareil, tantôt à l'un de ces objectifs conçus par les « industriels-opticiens ». Au surplus, même parmi ces derniers, la qualité n'est pas égale, des maisons comme Schneider, Soligor, Sun, Tamron et Vivitar produisant généralement les meilleures optiques... et aussi les plus coûteuses.

ROGER BELLORE.

## DÉSIGNATION DES OBJECTIFS ET DU TYPE DE MONTURE

Monture monobloc avec présélection automatique du diaphragme et, éventuellement, couplage au posemètre	Monture universelle avec bague arrière amovible à présélection manuelle du diaphragme et, éventuellement, couplage au posemètre	Monture universelle avec bague arrière amovible à présélection automatique du diaphragme et, éventuellement, couplage au posemètre	Boîtiers d'appareils pouvant recevoir ces objectifs
Alpex		Accura YS	Toutes les grandes marques
Auto-Soligor	Bérolux T2		Minolta, Nikon, Pentax
Elcar Auto			Auto Bérolux : vis 42 mm, Canon, Minolta, T2 : la plupart des boîtiers
Makina		Komuranon	Vis 42 mm, Canon, Minolta, Nikon, Pentax, Tokina
Maremar	Maremar T2		La plupart des boîtiers en T2 : Canon en monture fixe
	Norolux (type à mise au point rapide)		Toutes les grandes marques
Panagor	Schneider : PA Curtagon zoom 2,8 de 45-180 mm et zoom 4 de 50-250 mm		42 mm à vis, Canon, Minolta, Nikon, Olympus, Pentax
Schneider	Sigma Z	Sigma YS	La plupart des boîtiers
Soligor	Soligor T2	Soligor T4	La plupart des boîtiers
Sun	Sun T	Sun YS	La plupart des boîtiers
Vivitar	Vivitar T2	Tamron Adaptall	Toutes les grandes marques
		Vivitar TX	La plupart des boîtiers

## LE RETOUR DU M4

Leitz annonce que, « à la demande constante des photographes professionnels », la fabrication du LEICA M4 à visée télescopique va être reprise. Le modèle qui sera fabriqué dans l'usine que Leitz a créée au Canada, sera le même, à deux détails près, que le célèbre modèle dont la fabrication avait été interrompue il y a quelques années : le nouveau LEICA M4 n'aura pas de retardateur et pourra recevoir au moteur qui sera commercialisé à partir de 1977. Le LEICA M4-2 (ce sera sa nouvelle appellation), n'aura donc pas de posemètre incorporé.

Leitz annonce d'autre part la mise sur le marché d'un nouveau modèle reflex, le LEICA M3. Sa partie fabriquée au Japon — dans l'usine que Leitz y possède —, le LEICA M3 aura comme particularité de pouvoir régler de façon complètement automatique l'exposition en mesure sélective et en mesure intégrale.

## Jeux

### ÉCHECS N° 672

Tournoi international de Bienne août 1976

Blancs : E. Rogoff (U.S.A.)  
Noirs : L. Portisch (Hongrie)

Début anglais

1. e4
2. Cf3
3. Cc3
4. f4
5. Fg2
6. d4
7. Cc5
8. exd5
9. d3
10. Fd3
11. Fd2
12. Dd2
13. Dd4
14. Fd3
15. a4
16. a5
17. a6
18. a7
19. a8
20. a9
21. a10
22. a11
23. a12
24. a13
25. a14
26. a15
27. a16
28. a17
29. a18
30. a19
31. a20
32. a21
33. a22
34. a23
35. a24
36. a25
37. a26
38. a27
39. a28
40. a29
41. a30
42. a31
43. a32
44. a33
45. a34
46. a35
47. a36
48. a37
49. a38
50. a39
51. a40
52. a41
53. a42
54. a43
55. a44
56. a45
57. a46
58. a47
59. a48
60. a49
61. a50
62. a51
63. a52
64. a53
65. a54
66. a55
67. a56
68. a57
69. a58
70. a59
71. a60
72. a61
73. a62
74. a63
75. a64
76. a65
77. a66
78. a67
79. a68
80. a69
81. a70
82. a71
83. a72
84. a73
85. a74
86. a75
87. a76
88. a77
89. a78
90. a79
91. a80
92. a81
93. a82
94. a83
95. a84
96. a85
97. a86
98. a87
99. a88
100. a89
101. a90
102. a91
103. a92
104. a93
105. a94
106. a95
107. a96
108. a97
109. a98
110. a99
111. a100
112. a101
113. a102
114. a103
115. a104
116. a105
117. a106
118. a107
119. a108
120. a109
121. a110
122. a111
123. a112
124. a113
125. a114
126. a115
127. a116
128. a117
129. a118
130. a119
131. a120
132. a121
133. a122
134. a123
135. a124
136. a125
137. a126
138. a127
139. a128
140. a129
141. a130
142. a131
143. a132
144. a133
145. a134
146. a135
147. a136
148. a137
149. a138
150. a139
151. a140
152. a141
153. a142
154. a143
155. a144
156. a145
157. a146
158. a147
159. a148
160. a149
161. a150
162. a151
163. a152
164. a153
165. a154
166. a155
167. a156
168. a157
169. a158
170. a159
171. a160
172. a161
173. a162
174. a163
175. a164
176. a165
177. a166
178. a167
179. a168
180. a169
181. a170
182. a171
183. a172
184. a173
185. a174
186. a175
187. a176
188. a177
189. a178
190. a179
191. a180
192. a181
193. a182
194. a183
195. a184
196. a185
197. a186
198. a187
199. a188
200. a189
201. a190
202. a191
203. a192
204. a193
205. a194
206. a195
207. a196
208. a197
209. a198
210. a199
211. a200
212. a201
213. a202
214. a203
215. a204
216. a205
217. a206
218. a207
219. a208
220. a209
221. a210
222. a211
223. a212
224. a213
225. a214
226. a215
227. a216
228. a217
229. a218
230. a219
231. a220
232. a221
233. a222
234. a223
235. a224
236. a225
237. a226
238. a227
239. a228
240. a229
241. a230
242. a231
243. a232
244. a233
245. a234
246. a235
247. a236
248. a237
249. a238
250. a239
251. a240
252. a241
253. a242
254. a243
255. a244
256. a245
257. a246
258. a247
259. a248
260. a249
261. a250
262. a251
263. a252
264. a253
265. a254
266. a255
267. a256
268. a257
269. a258
270. a259
271. a260
272. a261
273. a262
274. a263
275. a264
276. a265
277. a266
278. a267
279. a268
280. a269
281. a270
282. a271
283. a272
284. a273
285. a274
286. a275
287. a276
288. a277
289. a278
290. a279
291. a280
292. a281
293. a282
294. a283
295. a284
296. a285
297. a286
298. a287
299. a288
300. a289
301. a290
302. a291
303. a292
304. a293
305. a294
306. a295
307. a296
308. a297
309. a298
310. a299
311. a300
312. a301
313. a302
314. a303
315. a304
316. a305
317. a306
318. a307
319. a308
320. a309
321. a310
322. a311
323. a312
324. a313
325. a314
326. a315
327. a316
328. a317
329. a318
330. a319
331. a320
332. a321
333. a322
334. a323
335. a324
336. a325
337. a326
338. a327
339. a328
340. a329
341. a330
342. a331
343. a332
344. a333
345. a334
346. a335
347. a336
348. a337
349. a338
350. a339
351. a340
352. a341
353. a342
354. a343
355. a344
356. a345
357. a346
358. a347
359. a348
360. a349
361. a350
362. a351
363. a352
364. a353
365. a354
366. a355
367. a356
368. a357
369. a358
370. a359
371. a360
372. a361
373. a362
374. a363
375. a364
376. a365
377. a366
378. a367
379. a368
380. a369
381. a370
382. a371
383. a372
384. a373
385. a374
386. a375
387. a376
388. a377
389. a378
390. a379
391. a380
392. a381
393. a382
394. a383
395. a384
396. a385
397. a386
398. a387
399. a388
400. a389
401. a390
402. a391
403. a392
404. a393
405. a394
406. a395
407. a396
408. a397
409. a398
410. a399
411. a400
412. a401
413. a402
414. a403
415. a404
416. a405
417. a406
418. a407
419. a408
420. a409
421. a410
422. a411
423. a412
424. a413
425. a414
426. a415
427. a416
428. a417
429. a418
430. a419
431. a420
432. a421
433. a422
434. a423
435. a424
436. a425
437. a426
438. a427
439. a428
440. a429
441. a430
442. a431
443. a432
444. a433
445. a434
446. a435
447. a436
448. a437
449. a438
450. a439
451. a440
452. a441
453. a442
454. a443
455. a444
456. a445
457. a446
458. a447
459. a448
460. a449
461. a450
462. a451
463. a452
464. a453
465. a454
466. a455
467. a456
468. a457
469. a458
470. a459
471. a460
472. a461
473. a462
474. a463
475. a464
476. a465
477. a466
478. a467
479. a468
480. a469
481. a470
482. a471
483. a472
484. a473
485. a474
486. a475
487. a476
488. a477
489. a478
490. a479
491. a480
492. a481
493. a482
494. a483
495. a484
496. a485
497. a486
498. a487
499. a488
500. a489
501. a490
502. a491
503. a492
504. a493
505. a494
506. a495
507. a496
508. a497
509. a498
510. a499
511. a500
512. a501
513. a502
514. a503
515. a504
516. a505
517. a506
518. a507
519. a508
520. a509
521. a510
522. a511
523. a512
524. a513
525. a514
526. a515
527. a516
528. a517
529. a518
530. a519
531. a520
532. a521
533. a522
534. a523
535. a524
536. a525
537. a526
538. a527
539. a528
540. a529
541. a530
542. a531
543. a532
544. a533
545. a534
546. a535
547. a536
548. a537
549. a538
550. a539
551. a540
552. a541
553. a542
554. a543
555. a544
556. a545
557. a546
558. a547
559. a548
560. a549
561. a550
562. a551
563. a552
564. a553
565. a554
566. a555
567. a556
568. a557
569. a558
570. a559
571. a560
572. a561
573. a562
574. a563
575. a564
576. a565
577. a566
578. a567
579. a568
580. a569
581. a570
582. a571
583. a572
584. a573
585. a574
586. a575
587. a576
588. a577
589. a578
590. a579
591. a580
592. a581
593. a582
594. a583
595. a584
596. a585
597. a586
598. a587
599. a588
600. a589
601. a590
602. a591
603. a592
604. a593
605. a594
606. a595
607. a596
608. a597
609. a598
610. a599
611. a600
612. a601
613. a602
614. a603
615. a604
616. a605
617. a606
618. a607
619. a608
620. a609
621. a610
622. a611
623. a612
624. a613
625. a614
626. a615
627. a616
628. a617
629. a618
630. a619
631. a620
632. a621
633. a622
634. a623
635. a624
636. a625
637. a626
638. a627
639. a628
640. a629
641. a630
642. a631
643. a632
644. a633
645. a634
646. a635
647. a636
648. a637
649. a638
650. a639
651. a



## ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

## «MARIE-POUPÉE», de Joël Séria

Un début émouvant qui pique notre curiosité. Dans une ville de province, une jeune fille — dix-sept ans et la candeur d'une gamine — fait la connaissance d'un marchand de poupées. Elle-même, avec ses grands yeux étonnés et ses joues de porcelaine, ressemble à une poupée. Le marchand s'empare d'elle, lui fait une cour délicate, l'épouse. La jeune fille est folle de bonheur. Elle ne sait rien de la vie et ce mariage lui apparaît comme un conte de fées.

Nul n'ignore que, sous leur limpidité apparente, les contes de fées regorgent de secrets vénéreux. Celui qui vit Marie prend vite une étrange tournure. Le soir des noces, le mari demande à sa femme de revêtir une robe à volants comme en portaient les poupées au siècle dernier. Puis il la déshabille tendrement, la conduit dans la salle de bains et commence à la savonner. « C'est ainsi que je lave mes poupées », lui explique-t-il. Marie trouve le jeu très amusant.

Les jours suivants, le « jeu » se poursuit, toujours selon les mêmes règles. Le marchand a installé Marie

dans une belle maison. Sa chambre est naturellement meublée comme une chambre de poupée. Une chambre où son mari la dorlote, la cajole, la pare de robes de plus en plus précieuses, mais où elle dort seule, sans rien apprendre d'autre des choses de l'adulte.

Arrivé à ce point de son histoire, Joël Séria donne l'impression de ne plus très bien savoir où aller. Nous avons compris depuis longtemps que l'homme est un fétichiste qui n'a voulu qu'ajouter une poupée (vivante) à sa collection. Que dire de plus ? Comment faire avancer le récit ? Séria nous montre Marie aux prises avec une dame friende de chair fraîche, mais la rencontre apparemment n'a pas de suite. Puis intervient un brave rustre de métier. Marie, qui, malgré son innocence, commence à se rendre compte que le comportement de son mari n'est pas normal, rôde autour de ce métayer, se frotte à lui comme une chatte, provoque l'indivisible. Violée par le métayer, Marie, puis, comme une folle, se sauve en courant dans la nuit. Sa tête haute, une branche d'arbre. La poupée est brisée, Marie meurt.

Joël Séria est parti d'une idée qui l'a séduit. Il a cru que cette idée suffirait à nourrir un film. Il s'est trompé dans ses calculs. Passé l'intérêt que provoquent le caractère insolite de la situation et l'érotisme sous-jacent des premières scènes, nous avons l'impression de tourner en rond dans une histoire qui, après avoir hésité entre le fantastique et le réalisme, finit par s'enliser dans des invraisemblances.

Avec ses beaux yeux noirs, ses angéliques et ses mines de petite fille modèle, Jeanne Goupil est très mignonne. Elle joue un peu comme un automate (« Je l'aime, je l'aime », répète-t-elle mécaniquement) son rôle d'Alice au pays des merveilles. André Dussolier incarne l'étrange collectionneur : il est d'autant plus inquiétant qu'il n'a pas du tout l'air d'un maniaque. Bernard Fresson est le métayer, André Ferréol la dame qui aime les demoiselles. Deux excellents interprètes pour des personnages assez conventionnels.

JEAN DE BARONCELLI

Capit. Studio Alpha, Paramount-Ordon. Publicis - Champs - Elysées, Paramount-Opéra, Paramount-Montparnasse, Paramount-Mallot, Paramount-Montmartre.

## Expositions

## D'UN CHATEAU L'AUTRE

(Suite de la première page.)

Moi non plus, mais vous serez certainement comme moi, heureux d'apprendre, à travers un remarquable catalogue, qu'il s'agit d'un architecte angevin, fils de choux et né en 1811, qu'il épousa la fille d'un pépiniériste (le détail a son importance), et qu'il construisait entre 1840 et 1870, en Anjou, en Mayenne, en Vendée, et jusque dans le Bourbonnais, toute une série de ces châteaux pseudo-gothiques ou pseudo-Renaissance, qui, parfois insipides, parfois très drôles ou très rustes, furent la demeure des petites filles modèles, et en jouèrent au siècle dernier un rôle si important dans le remembrement du paysage français.

Petits châteaux ou énormes bâtisses (ainsi Chailly-la-Pothière, le chef-d'œuvre de Hodé), châteaux neufs ou anciens manoirs aménagés, avec leur portail d'entrée, le logis du gardien, les tours de guet, avec leurs fermes, leurs écuries, un colombier, des douves, un grand parc soigneusement dessiné, des arbres, des espaliers, des fleurs et des pelouses où jouent au volant de belles héritières aux blanches mains, qui s'appellent Jehanne ou Clémence-Isabelle.

L'aspect dépend des crédits. S'ils sont limités, Hodé se contente d'ajouter quelques tourelles à polychrome aux angles de la bâtisse, quelques mâchicoulis, des cheminées bien pointues, et il fait sculpter au-dessus de la porte d'entrée les armoiries parfois anciennes, souvent toutées récentes du propriétaire.

Mais le blason est plus dur, Hodé ne lésine pas sur la pierre, l'escalier monumental et le donjon, et tout le décor « troubadour » est mis à contribution : lucarnes, pinacles, couronnes de créneaux, fenêtres à meneaux, meurtrières, etc. Le style que préfère Hodé et ses clients (très réservés à l'égard du dix-huitième siècle, hivois, volubilité, aspect de libéralisme) emprunte ses éléments à son décor sculpté, parfois inspiré des maisons à pans de bois d'Angers, à la fois à l'architecture de la fin du quatorzième siècle et à celle de l'époque des Valois : c'est une sorte de pot-pourri, parfois plein de savoir, du Lude, d'Amboise, d'Ussé, de Chambord. Peut-être sont connues ces choses-là ? C'est là que l'enquête devient passionnante. Hodé a eu pour clients les chefs de familles légitimistes qui, après 1830 ou après la proclamation de l'Empire, quittant Paris, renouent

à leurs salons, à leurs bals, à leurs fêtes, méprisent le régime des usurpateurs et viennent s'installer dans leurs domaines, qu'ils entendent exploiter eux-mêmes et dont ils veulent faire le point de départ de la reconquête politique du monde rural.

C'est ce que leur disait depuis longtemps Balzac et quelques autres (voir le Dictionnaire de Langue, les Lys dans la vallée, les Paysans) : les majorats, la terre, la reconstruction du patrimoine foncier, contre la ville toujours incertaine la campagne, c'est la source de la richesse, c'est là qu'il faut prendre le pouvoir, la grande propriété est la garantie de l'ordre social.

D'où le château neuf, d'où la chapelle (le discours de l'archevêque d'Angers, reproduit dans le catalogue, inaugure une de ces chapelles, est un chef-d'œuvre). D'où la ferme : tous ces Falloux, ces Brezé, ces Quatrebarbes, ces Bourbons-Buisson, sont, comme les grands seigneurs de Tolstoï, des agronomes compétents et convaincus, très angéliques par là (beaucoup sont des fils d'émigrés), soucieux de bonifications, de techniques nouvelles, d'améliorations (« comme il est dit dans les « Jambes » comtes de Mademoiselle, un des textes-clés sur cet âge d'or du monde rural), et bien décidés à arriver par l'agriculture à la députation.

La ferme, les étables, les fermiers ? Oui, mais attention, chacun chez soi. Alors que dans l'ancienne France les communs touchent en général au château, celui-ci est désormais isolé dans un parc, dressé sur une sorte de pléiade de verdure. Le logis du fermier, les bâtiments agricoles sont repoussés loin des regards et de l'enclos sacré du maître. D'où une redistribution de l'espace qui modifie profondément le paysage traditionnel, une architecture dont la fonction est d'affirmer une hiérarchie sociale, le même phénomène se produisant à la même époque dans les villes avec la ségrégation haussmannienne des quartiers bourgeois et des quartiers ouvriers. Architecture d'ailleurs très soignée, souvent inventive : on regrettera la disparition de ces granges, de ces étables, de ces écuries surtout et de ces chemins que Hodé a traités avec le plus grand soin.

On voudrait aussi parler de l'architecture intérieure qui n'est pas moins significative. Quelques mots seulement à propos de l'hygiène et du confort, préoccupations à l'époque inédites. On ne sait pas où ces gens ont appris à faire, mais ils se lavent : il y a des cabinets de toilette, des baignoires, de l'eau chaude. De l'eau chaude et des calorifères, les cheminées monumentales et néogothiques étant plutôt là pour l'apparat, et les baignoires, elles aussi gothiques, servant aussi bien à protéger des verifs coulis qu'à éliminer les drogues de la monarchie légitime. Des baignoires de cuir de Cordoue, une salle à manger, une chambre d'apparat qui attend le retour d'Henri V ou la visite de l'évêque en tournée de confirmation.

## Billard et bibliothèque

Deux pièces fondamentales enfin sur lesquelles nous terminerons : la salle de billard et la bibliothèque. La salle de billard vient la passion du dix-neuvième siècle pour le billard, mais il n'est pas un château de Hodé (et de ses confrères) où l'on ne voit un de ces billards qui occupent à peu près autant de place que la tour Montparnasse si on la renversait (plaisie au ciel) dans la rue de Rennes après évacuation des riverains.

Quant à la bibliothèque, elle ne prend pas à une telle majesté, mais elle est la garantie culturelle du château, et l'on peut ici évoquer la description qu'Anatole France fait de l'une d'entre elles dans l'Histoire contemporaine. Aux premiers rayons (ceux constitués par l'arrière-grand-père avant 1789), on peut voir l'Encyclopédie, tous les classiques, Voltaire et Rousseau au grand complet. Puis le Génie du christianisme, les Harmonies, les Odes et Ballades. Puis Dumas fils. Puis Georges Ohnet. Plus rien, ou à peu près : le Séminaire de Suzette, il ne faut pas s'enquêter de ce rien, puisqu'il est aujourd'hui dépeuplé par la présence vraisemblable de collections de Tel Quel ou des Temps modernes, reliées en lambeaux de blue-jeans ou cuir de blouson garni « retour des Indes », comme les vieux Madras chers à Malraux.

Bref, une exposition de premier ordre, qui écrit avec talent un chapitre d'histoire sociale. Il serait bien dommage de ne pas la faire venir à Paris. Même remarque à propos de l'exposition « Nancy 1900 » qui, passée un peu inaperçue en son lieu d'origine, enrichit de façon remarquable notre connaissance de l'architecture du tournant du siècle.

ANDRÉ FERMIGIER.

\* Grandes demeures angevines du dix-neuvième siècle. Châteaux, ja-

MARIENAN (m) - ST-GERMAIN HUCHETTE (m)  
PLM ST-JACQUES (m) - FRANCE ÉLYSÉES - MAXEVILLE  
MADELINE - MONT-PARNASSE 83 - GLICHY PATRÉ  
GAUMONT SUD - LES NATION

"Jamais...  
On n'a jamais JAMAIS VU  
UN FILM COMME ÇA"



BUGSY  
MALONE

"DU RIFI CHEZ LES MÔMES"

MARIENAN (v.o.) - QUINETTE (v.o.) - RICHELIEU GAUMONT (v.o.)  
MONT-PARNASSE 83 (v.f.) - LA FAUVETTE (v.f.) - WEPLER PATRÉ (v.f.)  
LES FLANADES Sarcelles (v.f.)

CHARLES BRONSON  
et JILL HELLAND



C'EST ARRIVÉ... ENTRE MIDI  
ET TROIS HEURES

GEORGE Y - DUC HABITZ - PARAMOUNT MONT-PARNASSE - CAMEO - LES IMAGES  
BOULMICH - CONVENTION GAUMONT - ONDIA BOULEVARD - DEC BOULEVARD  
PARAMOUNT MARLAT - PASSY - LES 3 SECRETAN - VILLAGE NEUILLY  
Péripétie : CYRANO VERNILLON - CARREFOUR PÉRIE - ALPA ARGENTIER - VILLAGE  
ARTS - Remy - VILLAGE NEUILLY - ARTS - VILLAGE NEUILLY - FLANADES Sarcelles  
FRANÇOIS Englebert - PARAMOUNT ÉLYSÉE II Collé St-Cloud - PARAMOUNT Dry  
PARAMOUNT La Verrière - ARTS - Remy



DANIEL PREVOST  
MARILUOTO

Le Bain de CINÉMA  
India Song  
San nom de Venise  
dans Calcutta désert  
12:20 - 20:00  
DEUX FILMS DE MARGUERITE DURAS  
14:30 - 22:10

URSULINES v.o. - MAXEVILLE v.f.

Le plus grand film  
sur l'absurdité de la guerre  
LE PONT  
Grand prix de la critique  
internationale à Hollywood

## Estivales

## La musique et le silence à la Sainte-Baume

Les quatrièmes fêtes musicales de la Sainte-Baume (Var) se sont achevées jeudi 12 août. Ces « fêtes » d'initiation ou de pratique de la musique, du théâtre, du cinéma, auxquelles ont participé, cette année, cent cinquante « stagiaires », sont-elles l'antifestival qui chacun rêve d'organiser depuis qu'il y a des festivals ?

Ce lieu, l'hôtelier de la Sainte-Baume, les indications topographiques ne suffisent pas à le situer. Vous pouvez toujours l'enfermer dans le quadrilatère que forment Marseille, Aix-en-Provence, Saint-Maxime et Toulon, le cercle des petites communes aux noms évocateurs : Nans-les-Pins, Saint-Zacharie, Auriol, Plan-d'Aups. Une route le passe menant tout un chacun dans l'ancienne haute dominatone, restaurée par Lacordaire, au milieu du dix-neuvième siècle, et qu'occupe encore aujourd'hui une petite communauté composée de religieux et de laïcs qui gère le Centre international de la Sainte-Baume. Participer aux fêtes musicales, ce n'est peut-être que faire la tentative d'y accéder réellement. Personne ne semble, pourtant, accorder beaucoup d'importance à ces fêtes isolées posées dans la forêt, en pied du massif.

part quelques musiciens chevronnés venus là pour jouer, seuls ou avec d'autres, et assurer un petit cantabile « fidèle », la plupart, jeunes et moins jeunes, viennent là poussés par l'enthousiasme. « Enthou-

siasme parfois naïf et un peu touchant ou ridicule », j'ai pu remarquer la responsable d'un atelier. Ici, la « future élite », pas toujours dépourvue des ormes modes culturelles, a deux objets : perfectionner une technique que l'on pratique en amateur, souvent passionné ; chanter, percevoir du son, musique électro-acoustique, et découvrir ou mieux connaître la musique la plus contemporaine qui soit.

Des concerts quotidiens, ouverts à tous ceux que fréquentent les stagiaires, ponctuent comme autant de « temps forts » les fêtes musicales. Les participants d'ateliers, nombreux et plus « sérieux », qui suggèrent que les cachets des « chers artistes » pourraient servir à l'éducation musicale des stagiaires.

Question : y a-t-il ou n'y a-t-il pas de « chers artistes » à la Sainte-Baume ? Cathy Berberian s'installera volontiers avec nous à la terrasse de l'unique café pour parler de choses et d'autres, en absorbant, sous une forme quelconque, les vitamines C destinées à garantir l'intégrité de son organe vocal. Plus loin, Henri Pousseur, à l'ombre d'un tilleul, explique comment il travaille.

« Est-ce que vous ne trouvez pas, demande une dame, que votre petite pièce sur le Vietnam est un peu... » Compréhensif et doux, le compositeur achève, avec un soupçon d'accent belge, la

question : « Dure ? Croyez-vous que les bombardements étaient chose agréable ? » Lors des repas, pris en commun, dans un unique réfectoire, qui soit à nous ne parlons pas avec Diego Masson ou André Boncompagni.

La distance sociale et mythique qui sépare généralement l'artiste et son public se trouve pour les uns abolie par ce contact ; les autres l'accroissent par une fausse immédiateté de musique mal le plaisir « artistique » de « s'entretenir avec l'artiste ».

La cause de la musique, contemporaine ou non, dont on parle et à laquelle on s'adonne, se trouve dans les pratiques, les discours, les rites de la Sainte-Baume. La question renvoie à des évidences comme la musique et son public se trouvent dans cette année. D'aucuns s'efforcent avec persévérance d'y répondre. D'autres viennent là promettre leurs certitudes, tel est le habitus de Neilly qui se dit « marginal » de profession. Le lot commun, le gouvernement de la fête, n'est pas inscrit au programme. C'est un aspect qui n'est pas à briser de ce point d'exceptionnel de Provence jamais oubliée des dieux. Et qui donne raison au poète de l'après-midi d'un dimanche : « Rien n'est en lien que le lien ».

MICHEL KAJMAN.

3<sup>e</sup> MOIS

OLYMPIC - ENTREPOT - MONT-PARNASSE  
ACTION LAFAYETTE

l'apprentissage  
de  
DUDDY KRAVITZ  
avec RICHARD DREYFUS

SEUL A PARIS  
LES TEMPLIERS

Chantons



TECHNICOLOR











## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### SÉCHERESSE

#### L'INDEMNISATION DES AGRICULTEURS

**L'imposition exceptionnelle sur les revenus continue de provoquer de vives réactions des syndicats de salariés**

Alors que les organisations agricoles dites « représentatives » ont accueilli avec une relative satisfaction l'annonce du plan d'aide d'urgence aux agriculteurs, l'imposition exceptionnelle sur les revenus qui financera l'ensemble du dispositif continue de provoquer des réactions hostiles des syndicats de salariés. Après la C.F.D.T. et la Confédération générale des cadres, la C.G.T., dans un communiqué, affirme que la solidarité avec les petits et moyens agriculteurs est « un devoir national qui ne souffre aucune tergiversation », mais déclare qu'elle s'oppose à « toute nouvelle ponction fiscale sur la catégorie sociale la plus lourdement imposée : les salariés ».

La C.G.T. propose quatre mesures d'urgence pour dégager les ressources nécessaires à l'indemnisation : imposition des sommes accumulées depuis quelques mois par les spéculateurs ; imposition des profits réalisés par les « trusts agro-alimentaires » ; contribution de la caisse du Marché commun prise à cet effet ; prise en charge par l'Etat des sommes nécessaires à l'indemnisation en économisant sur les « dépenses imprévues ». La C.G.T. propose enfin une cessation des organisations syndicales ouvrières et agricoles afin de mettre sur pied des « initiatives communes ».

De son côté, la C.F.T.C. estime qu'en choisissant de ne financer que par l'impôt sur les revenus l'effort de solidarité envers l'agriculture, le gouvernement a choisi « une solution de facilité qui ne rejoint pas l'équité ».

La C.F.T. (Confédération française du travail) demande « que

les fonds à recueillir proviennent en priorité des sociétés ayant bénéficié largement de la sécheresse » et préconise « des mesures fiscales complémentaires (taxes supplémentaires, prohibition sur les alcools, « emprunt national », etc.) », afin d'éviter « que » tout le poids de cette aide aux agriculteurs ne retombe que sur une seule catégorie de travailleurs ».

Enfin, la Fédération de la métallurgie C.G.O. parle, elle, de « trahison » et d'« injustice ». Au cours de la crise de 1974, « ni les agriculteurs, ni les professions libérales, ni les chefs d'entreprise, n'ont été sursurés pour aider les salariés victimes du chômage. Aujourd'hui, l'Etat veut imposer un impôt supplémentaire et le faire payer essentiellement par l'encadrement et les techniciens sous le prétexte d'aider les agriculteurs. Il s'agit de la mise en place d'une véritable police des revenus salariaux dans la perspective d'un nouvel ajustement systématique. Les techniciens de la métallurgie refusent d'être la vache à lait officielle ».

Le dispositif adopté par le gouvernement, répartissant les aides d'urgence de manière différente selon les départements, suscite d'autre part des réactions dans ceux des départements écartés des aides ou classés dans la zone III (aide limitée). Dans l'Aude, les représentants des électeurs menacent de « passer à l'action » si, d'ici au 10 septembre, les agriculteurs audois ne bénéficient pas, en raison de la sécheresse, des « aides accordées à leurs homologues bretons ». En Aquitaine, notre correspondant nous signale que le classement de la Dordogne de la Gironde et du Lot-Garonne en zone III provoque de vives réactions au sein des organisations syndicales, qui promettent des manifestations et des barrages routiers dans les prochains jours. Dans le Bas-Rhin, enfin, la chambre d'agriculture estime que « le classement du Bas-Rhin en troisième catégorie pour les aides à la sécheresse constitue une injustice flagrante » et demande que ce classement soit « reconsidéré ».

#### UNE ÎLE PRESQUE PRIVÉE D'EAU

M. Jacques Madala nous écrit :

« Je me trouve en ce moment dans l'île de Noirmoutier, qui, comme tout l'ouest de la France, souffre cruellement du manque d'eau, aggravé en ce mois d'août par la présence de très nombreux touristes. Nous sommes, nous autres campers, rassemblés dans de très vastes camps. Les autorités locales ne nous ont pas prévenus des difficultés que nous allons rencontrer de la catastrophe ».

« Ce que je voudrais souligner, c'est, d'une part, l'impéritie des autorités, qui ne pouvaient pas ne pas prévoir ce qui vient de se produire, et par conséquent d'autre part, la situation d'urgence, d'autant plus dangereuse que, comme je l'ai dit, c'est à l'heure, il y a dans l'île de très nombreux campers et que la santé des camps, aux dires d'un médecin, est absolument insupportable, avec les risques d'épidémie que cela comporte ».

« Il me paraît que dans une situation aussi peu inattendue que celle-ci les autorités locales et départementales auraient dû prendre au début de la saison les mesures qu'elles prennent maintenant et dont on se demande si elles ne viendront pas trop tard ».

● **LES VENDANGES ONT COMMENCÉ DANS LA RÉGION DE SAUMUR.** — Jeudi 26 août, les premières grappes ont été récoltées sur les coteaux de Sauvignon et de Chabonnet. C'est la première fois qu'on vendange au mois d'août dans cette région.

● **UN CONVOI EXCEPTIONNEL TRANSPORTE 28 000 LITRES D'EAU DANS L'AIN.** — Le syndicat des éleveurs du pays de Gex (Ain) a fait appel, mardi 24 août, à une entreprise spécialisée dans le transport d'eau pour abreuver huit cent vingt têtes de bétail qui pâturaient dans les alpages. — (A.F.P.)

### ROMENERGO

**ROMANIA**

**INVITATION DE SOUMISSIONNER POUR L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIAUX NÉCESSAIRES POUR LA CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE «RIUL MARE-RETEZAT» R.S. DE ROUMANIE**

Le Ministère de l'Energie Electrique de la République Socialiste de Roumanie, par ROMENERGO, Entreprise d'Etat pour le Commerce Extérieur, siège à Bucarest, 1, boulevard Lacul Tei, secteur 2, R.S. de Roumanie, fait un appel d'offres international concernant les importations d'équipements et matériaux nécessaires à la réalisation du projet hydroélectrique RIUL MARE-RETEZAT, tout en comprenant un barrage, deux hydro-agrégats à 167,5 MW chacun et deux autres hydro-agrégats à 7 MW.

Un prêt reçu de la Banque Mondiale, en monnaies diverses, équivalent au montant de 50 millions de dollars U.S.A., sera utilisé pour l'acquisition des biens, par ROMENERGO, dans les conditions d'un appel d'offres international et en conformité avec les directives de la Banque Mondiale concernant l'acquisition des biens.

Les fournisseurs y intéressés sont invités à présenter les offres conformément aux conditions techniques et commerciales spécifiées dans les documents de l'appel d'offres international pour les paquets respectifs.

Le programme de l'appel d'offres international et les biens qui seront acquis sont les suivants :

N°	Dénomination de l'importation	Délai de soumission
1.	Ciment	11 octobre 1976
2.	Laminés	15 octobre 1976
3.	Acier-Béton	20 octobre 1976
4.	Blindages pour adductions et pièces englobées en béton	15 décembre 1976
5.	Outils pour constructions : Première étape	15 novembre 1976
	Deuxième étape	15 novembre 1976
6.	Transformateurs électriques	10 novembre 1976
7.	Équipements électriques pour la commutation secondaire et primaire	4 février 1977
8.	Équipement d'automatisation et de contrôle	9 février 1977
9.	Équipement mécanique pour barrages et captations secondaires	12 février 1977
10.	Turbines et générateurs	19 janvier 1977
11.	Instrumentation pour le contrôle du barrage	26 janvier 1977

Les entreprises, les sociétés et toutes les firmes qui désirent participer à cet appel d'offres international en vue de la livraison de ces biens pourront se procurer à ROMENERGO, 1, boulevard Lacul Tei, secteur 2, Bucarest, R.S. de Roumanie, contre paiement, au moins deux mois avant le délai de soumission et respectivement un mois avant cette date pour ciment, acier-béton, laminés et outillage pour constructions, les documents de l'appel d'offres international en incluant les instructions et les documents de celui-ci.

La participation est permise aux fournisseurs et aux importateurs des pays membres de la B.I.R.D. et la Suisse.

# Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port.

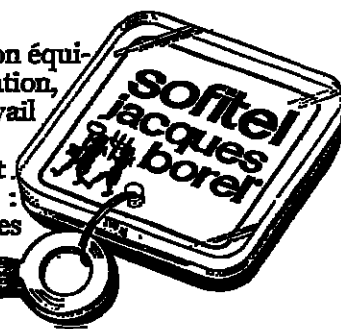
## Un grand hôtel pour un grand site.

Le 1<sup>er</sup> septembre, dans l'un des plus beaux et des plus célèbres sites du monde, l'hôtel Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port ouvre ses portes.

Sa vue exceptionnelle sur le Vieux Port, sa conception architecturale très adaptée au cadre, sa décoration et son ambiance méditerranéennes, ses deux restaurants, ses bars, sa piscine découverte, son patio, ses boutiques, ses chambres avec terrasse donnant sur le Vieux Port ou sur les jardins du Pharo en font un lieu de rencontre privilégié, au centre de Marseille.

Ses salles de réunions et de réceptions, son équipement en matériel audiovisuel, son organisation, son garage, ses services en font un lieu de travail et de détente idéal.

Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port et Sofitel Jacques Borel Marseille Aéroport : 2 hôtels 4 étoiles pour répondre à tous les besoins de ceux qui s'arrêtent à Marseille.



Réservez votre place  
Sofitel Jacques Borel  
Tél. 657.11.43  
Téléc. 200.432

Réservez dans tous les  
Sofitel Jacques Borel  
ou chez votre agent de voyages.

Sofitel Jacques Borel  
Marseille Vieux Port  
12007 Marseille  
Tél. (01) 52.50.35 Téléc. 401.270.

Sofitel Jacques Borel  
Marseille Aéroport  
13722 Marseillesud  
Tél. (01) 50.51.02 Téléc. 401.980.



Vue de l'hôtel Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port

233-44-21  
POSTES 102 ET 103

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

A L'INITIATIVE DE LA C.G.T. ET DE LA C.F.D.T.

### Les agents de conduite S.N.C.F. sont appelés à faire grève du 1<sup>er</sup> au 6 septembre

Les fédérations des cheminots C.G.T. et C.F.D.T. ont déposé un préavis de grève, concernant les agents de conduite, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre à 6 heures au 6 septembre à 6 heures. Elles précisent, dans un communiqué commun, que le point fort de cette semaine d'action se situera le vendredi 3 septembre.

Ce mouvement est déclenché pour protester une nouvelle fois contre la création d'un échelon hiérarchique (T5), qui vient d'être homologué par le secrétaire d'Etat aux transports, sans que la C.G.T. et la C.F.D.T. qui avaient demandé à être reçues, aient pu expliquer leur position. Les modalités de cette semaine d'action n'ont pas encore été définitivement arrêtées, mais il ne s'agit pas en tout état de cause, de « grèves tournantes ».

Les fédérations des cheminots C.G.T. et C.F.D.T. indiquent qu'elles ont laissé le soin à leurs adhérents d'organiser, dans les régions et dans les dépôts, des débats pour déterminer les meilleures formes d'action destinées, assure la commission des deux centrales syndicales, à « imposer

l'abrogation des mesures concernant les agents de conduite et l'ouverture de réelles négociations en présence de toutes les organisations syndicales ».

Pour sa part, la C.F.D.T. précise qu'elle saluera, dès la constitution du nouveau gouvernement, le secrétaire d'Etat aux transports en vue d'obtenir l'ouverture de discussions relatives à l'ensemble des problèmes intéressant la S.N.C.F. et son personnel.

• **LE SYNDICAT DES DOCKERS** du port de Dunkerque a observé une grève de vingt-quatre heures, mercredi 25 août, en signe de solidarité avec les grutiers d'Usinor, affiliés à ce syndicat, qui assurent le chargement des aciers sur les navires. Depuis le mois d'avril, les revendications propres à cette catégorie de personnel ont pu faire l'objet d'un accord. Les grutiers ont maintenu un régime de travail « normal », selon le patronat, qui a procédé à la mise à pied de cinq ouvriers. — (Corresp.)

## ÉNERGIE

### LES PRIX DU FUEL INDUSTRIEL AUGMENTERONT LE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

Les prix du fuel industriel vont augmenter de 12 F par tonne le 1<sup>er</sup> septembre (un peu plus de 3 %). On sait que, depuis le mois de mai, le gouvernement a libéré les tarifs de ce produit ainsi que ceux du naphta. Les compagnies pétrolières fixent donc librement leurs prix en fonction des conditions du marché et des mouvements monétaires. La dernière hausse remonte au 1<sup>er</sup> août. Elle avait été en moyenne de 11 F par tonne. Les prix du naphta ne devaient pas, cette fois, subir de modification.

D'autre part, il se confirme que les prix des carburants et du fuel domestique augmenteront bien le 1<sup>er</sup> septembre, les barèmes officiels devant être arrêtés ce vendredi 27 août.

### En juillet D'IMPORTANT ACHATS DE PÉTROLE ONT DÉSÉQUILIBRÉ LA BALANCE COMMERCIALE AMÉRICAINE

La balance commerciale des États-Unis s'est fortement détériorée en juillet, à cause d'importations massives de pétrole. Selon les statistiques officielles, le déficit extérieur est passé de 777 millions de dollars en juin à 827 millions de dollars en juillet, chiffre le plus élevé enregistré depuis août 1974 (888 millions de dollars).

Les exportations ont pourtant augmenté en juillet, passant de 9 716 millions de dollars en juin à 10 022 millions (+ 3,1 %). Mais les importations ont progressé deux fois plus vite, atteignant 10 849 millions de dollars, au lieu de 10 093 un mois plus tôt (+ 7,4 %). A eux seuls, les arrivages de pétrole ont représenté plus de trois milliards de dollars.

Les pouvoirs publics prévoient que la balance commerciale des États-Unis se soldera, cette année, par un déficit de l'ordre de 2,5 milliards de dollars au lieu d'un excédent de 11 milliards de dollars en 1975.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
à 3 mois	4 3/4	3 3/4	3 1/2
à 6 mois	5 1/2	4 1/2	4 1/4
à 9 mois	5 3/4	4 3/4	4 1/2
à 12 mois	5 3/4	4 3/4	4 1/2

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le coupon n° 36 d'un montant de 16 F, qui, augmenté de l'impôt fiscal, correspond à un revenu global de 24 F, est détachable le 1<sup>er</sup> septembre et payable aux guichets des banques habilitées.

Le 3 janvier dernier, un acompte sur dividende de 14 F avait été versé aux actionnaires. Le 25 août, au titre de l'exercice 1975, un dividende global de 30 F qui, augmenté de l'impôt fiscal, correspond à un revenu global de 45 F.

Après le détachement du coupon n° 36, certaines actions n'ayant plus de coupon détachable, l'échange des titres aura lieu à partir du 1<sup>er</sup> septembre aux guichets des banques habilitées à payer les dividendes.

Le chiffre d'affaires, hors taxes, consolidé du groupe, après élimination des transactions inter-sociétés, s'élève pour le premier semestre 1976 à près de 487 millions, en hausse de 8,54 % par rapport à celui de 1975.

Le chiffre d'affaires se répartit et se compare ainsi à structure égale :

	1976	1975	%
En France	228 151	194 597	+ 15,57
A l'exportation, dans la C.E.E.	104 968	114 194	+ 8,1
A l'exportation, en dehors de la C.E.E.	156 960	139 600	+ 12,30
	489 979	448 391	+ 8,54

Lors de son allocation à la dernière assemblée générale, le président Guy Carlier avait annoncé que la société étudierait l'implantation aux États-Unis d'une deuxième filiale. Ces études étant terminées, le conseil a donné son accord pour la concrétisation de ce projet et sa réalisation au cours du dernier trimestre 1976.

Cette nouvelle filiale aura pour objet la fabrication de produits et matériaux. Un investissement de l'ordre de 22 millions de dollars dont 10 millions financés par Rousselot S.A.

## FAITS ET CHIFFRES

### A l'étranger

• **EN BELGIQUE**, le nombre des chômeurs atteignait 225 234 le 15 août, en très légère augmentation sur le mois précédent (+ 0,3 %). Par rapport au 15 août de l'année dernière, l'augmentation du nombre des chômeurs est de 26,7 % (A.P., A.F.P.).

### Automobile

• **LA SOCIÉTÉ MATRA** négocie un accord avec le groupe américain T.R.W. (15 milliards de francs de chiffre d'affaires et quatre-vingt-cinq mille personnes employées dans treize pays), qui veut à regrouper dans une filiale commune leurs activités informatiques (terminaux et saisies de données). Matra y détiendrait 80 % du capital et T.R.W. 40 %. L'accord est soumis à l'agrément du ministère de l'économie et des finances.

### Retraites

• **LES PRESTATIONS DES RÉGIMES VIEILLESSE** de travailleurs non salariés sont revalorisées de 8,3 à 11,3 %, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet, selon un arrêté publié au Journal officiel du 25 août. Une deuxième tranche d'augmentation des retraites des non-salariés sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1977 et sera de 8,6 à 11,3 %, selon qu'il s'agit de retraités ayant cessé leur activité depuis ou avant le 1<sup>er</sup> janvier 1973.

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principales postes exposés à variation en millions de francs)

	28 août	19 août
<b>1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER</b>	87 611	87 846
Faibles de substitution des créances	9 114	9 121
Amortissements de prêt de la S.I.A.D. et de l'É.P.E. (hors Banq. de l'É.P.E.)	32	32
<b>2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR</b>	19 184	19 117
Remises diversifiées	127	127
Comptes courants post.	184	202
Comptes de Trésor	17 785	17 654
<b>3) CRÉANCES PROPREMENT DIVERSES</b>	61 147	61 185
Effets escomptés	22 087	21 354
Effets achetés par le Trésor	32 615	34 484
Avances sur titres	43	43
Tr. en cours de recouv.	4 480	4 751
<b>4) DIVERS</b>	2 282	2 518
	170 806	171 161
<b>PASSIF</b>		
<b>1) BILLETTS EN CIRCULATION</b>	189 842	112 157
<b>2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS</b>	5 986	6 089
Comptes des institutions et personnes étrangères	742	757
Compte éco. de l'État de l'Union des Républ. Sov. et Centr. Europe	2 534	2 534
<b>3) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS</b>	7 506	6 793
Comptes cour. des adm. publiques	5 784	6 112
Autres comptes divers	1 740	1 678
<b>4) RÉSERVE DE RÉGÉNÉRATION DES AVIERS PUBLICS DE LA C.F.</b>	40 583	40 583
<b>5) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE</b>	1 359	1 359
<b>6) DIVERS</b>	5 451	4 182
	170 806	171 161

### Sidérurgie

• **LES INVESTISSEMENTS DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE SONT RESTÉS À HAUT NIVEAU EN 1976.** D'après une enquête de la commission de la C.E.E., ils ont atteint 17,1 milliards de francs en 1975. Toutefois, ce résultat d'ensemble recouvre des évolutions divergentes. Si en France les investissements sont tombés de 3 milliards de francs en 1975 à 2,48 milliards de francs en 1976, en Grande-Bretagne, c'est un mouvement inverse qui a été observé : les investissements sidérurgiques sont passés de 4,1 milliards de francs en 1975 à 5,8 milliards de francs. En Allemagne fédérale, ils sont restés stables à 3,98 milliards de francs contre 3,63 milliards de francs

## CONJONCTURE

### FORTE REPRISE DANS LA CHIMIE ORGANIQUE

Pendant le premier semestre 1976, l'indice de production de l'industrie chimique a progressé de 11,5 % (contre 7,5 % pour l'ensemble de l'industrie) alors que l'an dernier à la même époque il avait chuté de 16,3 %, revenant ainsi au niveau de 1972.

Cette progression, particulièrement sensible en juin (+17,1 %), est due à la très forte reprise enregistrée dans la chimie organique (produits pétrochimiques pour l'essentiel), dont le taux de croissance en volume a atteint 25,3 % (46,4 % pour le mois de juin). Dans les autres secteurs, en revanche, la situation demeure préoccupante. Ainsi, dans la chimie minérale, la production a encore diminué de 1,1 %. Ce glissement est essentiellement dû à la forte diminution des ventes d'engrais et de produits phytosanitaires en liaison avec la sécheresse, mais aussi et surtout, en ce qui concerne les fertilisants, avec les importations massives de l'étranger. Au 30 juin, le déficit commercial dans ce secteur atteignait 601 millions de francs.

La production a également fléchi (-1,6 %) dans la parachimie (pharmacie, parfumerie, cosmétiques). Néanmoins, c'est une fois de plus en très grande partie grâce à cette branche que la balance commerciale de la chimie a pu être équilibrée. Le taux de couverture à l'issue du premier semestre s'établissait à 109,6 %.

Bien que les ventes vers la Communauté européenne aient augmenté, le taux de couverture avec ces pays n'a atteint que 76,8 %. Hors C.E.E., le taux de couverture a été de 179,9 %.

## Votre dernière danseuse.

Qui il y a encore des managers qui entretiennent une danseuse. Cela peut vous paraître choquant ou incroyable en ces temps de marges limitées, et de concurrence agressive, où les sociétés font la chasse aux dépenses non rentables et aux fonctions non performantes.

Et pourtant, c'est la réalité. Cette danseuse, démasquons-la : c'est, dans certaines entreprises, la force de vente intégrée. Bien sûr, ce n'est pas une danseuse folichonne, mais ce n'est pas moins un luxe somptuaire.

Une force de vente intégrée, jamais assez nombreuse quand les affaires vont bien, toujours trop nombreuse quand cela va mal, c'est un luxe. Les frais de recrutement, de formation, de rotation des vendeurs, les risques de conflit social, les coûts périphériques de gestion des commandes, la démotivation, la routine, l'usure des mécanismes de stimulation, tout cela c'est du luxe.

C'est ici que nous intervenons, en vous répondant rien de tout cela n'est obligatoire, il vous suffit de nous confier l'ensemble de votre commercialisation : stratégie, terrain, gestion.

Nous, qui sommes nous ? National Brokerage est la première agence française de commercialisation de masse. Notre organisation est calquée sur le modèle des food brokers américains dont le développement spectaculaire de ces dernières années a été parallèle à celui de la distribution moderne.

Nous prenons en charge la commercialisation de produits de consommation de masse, depuis le plan marketing jusqu'à la prise de commande et au merchandising inclus.



de ces prestations soit strictement proportionnel à vos ventes. Finis les gaspillages indécrottables, les charges incompressibles, les rigidités antidynamiques.

Chaque fois que nous avons fait avec une entreprise un calcul comparé des coûts, notre intervention ressortait en moyenne 30 % moins élevée, pour une prestation incomparablement plus performante.

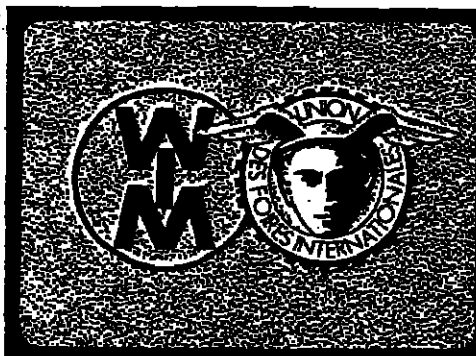
D'ailleurs, ceux qui parlent le mieux de l'efficacité de notre outil sont nos clients, dont les seuls noms constituent une solide référence : Temana, Shell (Teebol, Vapona, Koral, Prosac, Airbal), Johnson & Johnson (Chifonet, Vespre). Nous vous suggérons de passer 2 heures avec l'un des managers de National Brokerage. Parce que, vous l'avez peut-être compris, le but de cette annonce est de trouver un nouveau client industriel pour 1977.

Nous le choisissons bien.

### Profil de National Brokerage:

Siège social : 56, avenue de la Gare 95150 Taverny - Tél. : 960.24.71  
— Un comité de direction  
— 21 équipes régionales dirigées par 21 directeurs de région  
— 95 vendeurs et merchandisers

## National Brokerage. La 1<sup>re</sup> agence française de commercialisation de masse.



## Foire Internationale de Vienne 8-12 Septembre 1976

Des idées, des produits, des informations, des solutions à vos problèmes — tout cela vous offre une telle diversité dans la concentration

Salons en 1976 (Dates)	Salons en 1976 (Dates)	Salons en 1976 (Dates)
Salon de l'Équipement, de l'Énergie et de la Jeunesse septembre, Vienne 2	Salon de l'Équipement, de l'Énergie et de la Jeunesse septembre, Vienne 2	Salon de l'Équipement, de l'Énergie et de la Jeunesse septembre, Vienne 2
Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2	Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2	Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2
Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2	Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2	Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2
Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2	Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2	Salon International de l'Équipement septembre, Vienne 2





« France-Soir » repartait avec comme copropriétaire M. Robert Hersant

- mets-nuit absolutions. M. Winkler, après une nouvelle consultation de son associé, accepte finalement la motion rectifiée. M. Robert Bessant est donc toujours le propriétaire de 50 % des actions de la société Presse-Alliance, qui s'édite « France-Soir ».
- Mais la rédaction, forte du retentissement qu'a connu son mouvement, estime que'elle pourra exercer suffisamment de garanties pour continuer à garder son indépendance. Elle separe aussi que l'action en rétiré demandant nomination d'un mandataire de justice ayant pour mission d'étudier dans quelles conditions ont été cédées les parts de « France-Soir » — et qui pourrait être jugée dès ce vendredi soir. Lui apportera quelques satisfactions. Rne des députés socialistes plus récemment de premier ministre et de l'état-major de l'Etat-Majordom n'ait une bonne influence sur la suite des événements.

blague, contraire  
teurs, contraire  
journalistes », la  
sa suspension  
y garanties.

Ces deux garanties sont accompagnées de la clause suivante : « Si une seule de ces conditions venait à n'être plus remplie, l'interdiction et la société des journalistes conséquemment l'assemblée générale de la rédaction pour la soumission des propositions et l'élection, en trait de même et la direction, de tous les journaux dans l'exercice de leur mission d'information et de critique, s'interdisent ».

Le texte de la résolution votée par les journalistes paraît dans le numéro de *France-Soy* publié ce vendredi 27 août suivi de ce bref commentaire de M. Paul Winkler :

« Dont acte. Je rappelle à ce sujet ce que j'ai dit dans notre numéro du 25 août à la suite de la publication du premier communiqué de l'intersyndicale des journalistes : pour ma part, j'exposai en temps voulu mes vues

Environ un millier de journalistes, répondant à l'appel de l'U.N.S.J., et auxquels s'étaient jointes plusieurs délégations de travailleurs du Livre C.G.T. ont manifesté le

jeudi 26 août, à 11 heures, place de la Bourse et au siège de *France-Soir* Assemblées derrière les banderoles de l'U.N.S.J. et de la rédaction de *France-Soir*, les manifestants, représentant la plupart des

Par décret paru au « Journal officiel » du 27 août, M. Pierre Boules, compositeur, chef d'orchestre, directeur de l'INECAM (Institut de recherche et de coordination acoustique-musique), département qui prend place dans le centre de Strasbourg, a été nommé professeur

Le directeur du journal de France-Soir, samedi 26 août, la nuit, après en avoir assuré la continuité des informations, se rendait dans son appartement de la rue de Valenciennes, 178, le compte de la journée. Il se souvient de France-Soir comme d'une phrase de juridique, de l'Alliance : « Les gens, à côté, à côté ».

Le directeur du journal de France-Soir, samedi 26 août, la nuit, après en avoir assuré la continuité des informations, se rendait dans son appartement de la rue de Valenciennes, 178, le compte de la journée. Il se souvient de France-Soir comme d'une phrase de juridique, de l'Alliance : « Les gens, à côté, à côté ».

M. Winkler a, d'autre part, déclaré la jeudi soir 26 août, au micro d'Europe 1, qu'à son avis c'est « tout à fait à tort » que M. Hirschant « représente quelques cloches de redoutable » pour les journalistes. « Mais on ne peut pas lutter contre les préjugés des gens dans ce sens-là »,

« Pourquoi est-ce déjà dix mois ? » a-t-il expliqué. « Parce que, a-t-il poursuivi, on a estimé que c'est un *déjà* convenable, de part et d'autre pendant lequel on va observer comment va fonctionner le nouveau système. Des adaptations normales et qui étaient déjà prévues vont s'ouvrir entre la relation, M. Godeyn et moi-même, mais elles ne porteront évidemment pas sur la remise en cause de la loi. »

M. Hergault : « Abolition : pas, a répété M. Winkler. « Les négociations porteront sur des questions déjà à l'ordre du jour : les démissions, les démissions contestées, les démissions contestées, les démissions contestées, dans le cas de démissions par exemple. Il y a un certain nombre de démissions, avec indemnité. »

● La section syndicale C.F.D.T. de « Télé-7 Jours », « Paris-Match » et « Parents » informe

que son syndicat s'est intenté une action en référé, afin d'obtenir la nomination d'un juge au tribunal de justice. L'affaire est plaidée ce vendredi 27 août, à 14 heures.

« En effet, déclare la section C.F.D.T., les comités d'entreprise ne sont pas créés ni gérés ni consultés, alors que la loi l'exige. C'est la session de ces journaux par M. Jean Prouvost, qui exigent de nous que les deux dernières conditions de la loi soient remplies. Cette session « occulte » concerne huit cents personnes, journalistes, cadres et employés, qui, du fait du système des acquéreurs, n'ont ni voix ni droit de vote. C'est la leur indépendance, de leurs emplois et de leurs salaires. »